



LE DEVOIR

Un séisme réveille la terreur du tsunami en Asie

De l'Indonésie au Sri Lanka, de la Thaïlande à l'Inde, des centaines de milliers de riverains de l'océan Indien ont succombé hier à une panique monstre après un séisme d'une magnitude de 8,2 à 8,7 sur l'échelle de Richter survenu au large de l'Indonésie, faisant craindre une répétition du raz-de-marée du 26 décembre qui avait fait près de 300 000 morts ou disparus.

L'Indonésie bien sûr, mais aussi la Thaïlande, l'Inde, le Sri Lanka, Madagascar et Maurice, ont diffusé des alertes au tsunami peu après la secousse.

Sur les chaînes de télévision ou les radios, par l'intermédiaire des haut-parleurs de la police ou par des habitants téléphonant à des proches, la nouvelle du nouveau séisme s'est répandue comme une trainée de poudre. Le 26 décembre, le tremblement de terre d'une magnitude de 9 qui était également survenu au large de l'Indonésie n'avait déclenché aucune alarme.

Mais la crainte d'un nouveau raz-de-marée meurtrier s'est estompée dans les heures qui ont suivi le séisme, et en fin de soirée l'hypothèse d'une catastrophe de l'ampleur de celle du 26 décembre semblait exclue. «Il semble qu'[il] n'ait pas provoqué de tsunami», a déclaré un scientifique de l'Agence indonésienne de géophysique, Prihar Yadi. «Si cela avait été le cas, le tsunami aurait déjà touché la côte de Sumatra. Et s'il n'y a pas de tsunami sur la côte la plus proche de l'épicentre du séisme, il n'y en aura pas dans une autre direction», a-t-il poursuivi.

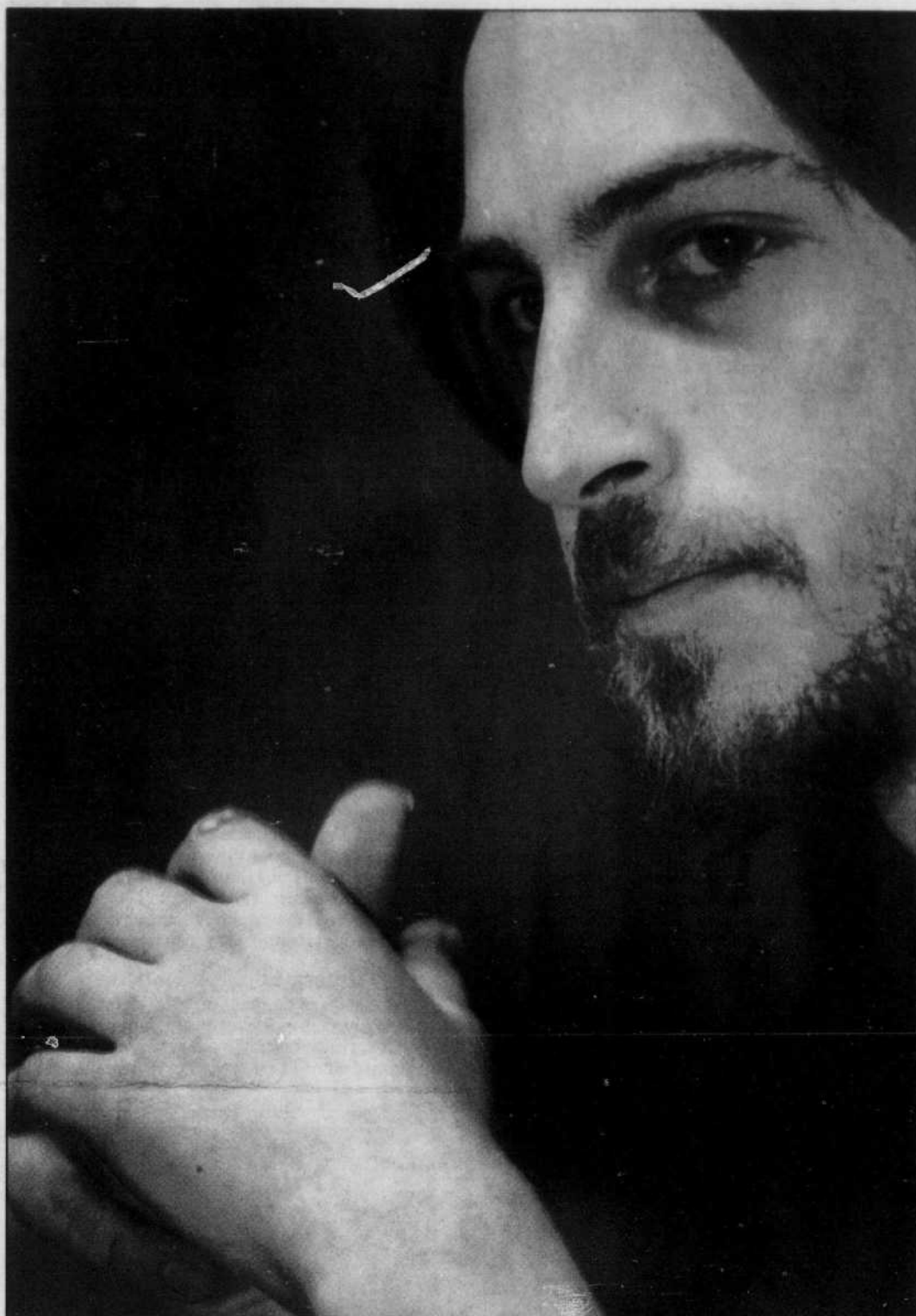
Selon les autorités indonésiennes, le tremblement de terre aurait tout de même fait de 1000 à 2000 victimes sur l'île de Nias, à l'ouest de Sumatra, la zone la plus touchée par la secousse.

Le spectre du 26 décembre

La nouvelle secousse survenue dans la nuit d'hier à aujourd'hui a réveillé le spectre du 26 décembre dans la province indonésienne d'Aceh (nord), où plus de 220 000 personnes sont mortes ou disparues le 26 décembre.

À Banda Aceh, capitale de la province, le séisme a

VOIR PAGE A 8: SÉISME



Pour le porte-parole de la CASSEE, Xavier Lafrance, «le gouvernement n'a pas un chèque en blanc pour massacrer l'ensemble des programmes sociaux et le droit à l'éducation».

Grève étudiante : le dialogue avec Québec reprend

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Après un mois de grève et plusieurs tentatives vaines pour trouver une entente permettant le retour en classe des quelque 175 000 étudiants québécois actuellement en débrayage, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) se sont entendus hier avec le gouvernement sur un calendrier de rencontres qui se tiendront au cours des prochains jours, dans l'espoir de débloquer la situation. Exclue de ces séances, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) entend de son côté continuer cette semaine ses perturbations sociales et économiques pour faire plier Québec.

Pourtant, après le rejet, la semaine dernière, des dernières offres et contre-offres gouvernementales et étudiantes, la perspective d'une reprise de dialogue semblait lointaine, chaque camp demeurant campé sur ses positions dans ce qui avait toutes les allures d'une guerre de tranchées. «Nous n'étions alors qu'au stade d'avoir des échanges, nuançait hier le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, nous sommes maintenant au stade d'avoir des rencontres. Personne ne peut prédire ce qui sortira de ces séances, mais,

La CASSEE entend continuer cette semaine ses «perturbations sociales et économiques»

VOIR PAGE A 8: DIALOGUE

L'ENTREVUE

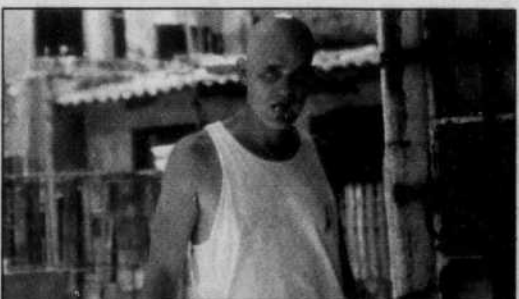
Le Cuba sale de Gutiérrez

GUY TAILLEFER

La Havane — Semaine de carnaval à La Havane. Des policiers tous les cinquante mètres le long du Malecón, le boulevard en front de mer, pourtant désert en cette pesante fin d'après-midi. Plus tard, les Havais iront danser en se soulant ou tout simplement déambuler en famille avant d'aller au lit, et Juan Pedro Gutiérrez sortira pour renifler la nuit carnavalesque, de la terrasse de son appartement au sommet d'un vieil immeuble de la rue San Lázaro. «Il faut une image forte pour amorcer un texte, plaide gentiment l'écrivain. Je te la donne, l'en fais ce que tu veux.»

On monte chez lui par un étroit escalier plongé dans l'obscurité. On entre dans un appartement perché comme un nid. On redescendra plus tard comme au fond d'un puits. À gauche, la mer et le détroit de la Floride. Devant, le quartier historique rénové et les tribus de touristes. Loin derrière, l'édifice de la Section des intérêts américains et les quartiers plus aisés du Vedado et de Miramar. À droite, le quartier noir et avachi de Centro Habana, la matière première du «réalisme sale» appliqué à ses romans par Gutiérrez, devenu ces

VOIR PAGE A 8: GUTIÉRREZ



SOURCE MARIANNE GREBER

L'ancien journaliste Juan Pedro Gutiérrez produit des romans d'un trash explicite, sans se faire embêter par le régime castriste.

INDEX

7	Annonces..... A 4	Idées..... A 7
7	Avis publics... B 5	Météo..... B 5
7	Culture..... B 8	Monde..... A 5
7	Décès..... A 4	Mots croisés... B 5
7	Économie... B 1	Sports..... B 4
7	Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

Gérard Filion, 1909-2005

Lancer les moteurs de l'évolution

JEANNE CORRIVEAU

L'ex-directeur du *Devoir* et adversaire acharné du régime de Maurice Duplessis, Gérard Filion, s'est éteint samedi matin à l'âge de 95 ans. Sous sa gouverne, *Le Devoir* avait retrouvé tout le lustre du journal de combat qu'avait fondé Henri Bourassa, et son règne de 16 ans, marqué par de nombreux coups d'éclat, a contribué à ouvrir la voie à la Révolution tranquille.

«Moi, directeur du *Devoir*? Es-tu sérieux?» C'est ainsi que Gérard Filion réagit lorsque, en 1945, Jacques Perrault l'invite à prendre la relève de Georges Pelletier à la direction du *Devoir*, comme il le relate dans ses mémoires publiés en 1989 aux Éditions du Boréal. M. Filion hésite: *Le Devoir* est en situation financière précaire, le lectorat est vieillissant et plusieurs bons journalistes ont quitté le navire. Bref, la fonction qu'on lui propose ne s'annonce pas de tout repos. Il refuse. Mais lorsque Jacques Perrault revient à la charge l'année suivante, il finit par accepter, et son arrivée à la barre du *Devoir*, en avril 1947, marque le début d'une nouvelle ère pour le quotidien de la rue Notre-Dame.

Le nouveau directeur entreprend de faire le ménage dans les finances du journal dont le tirage périclité. Il rajoint la salle de rédaction, dote l'institution d'équipements plus performants, recrute André Laurendeau et, surtout, il fait clairement état de ses positions sur diverses questions d'actualité dans une série d'articles baptisés *Positions*.

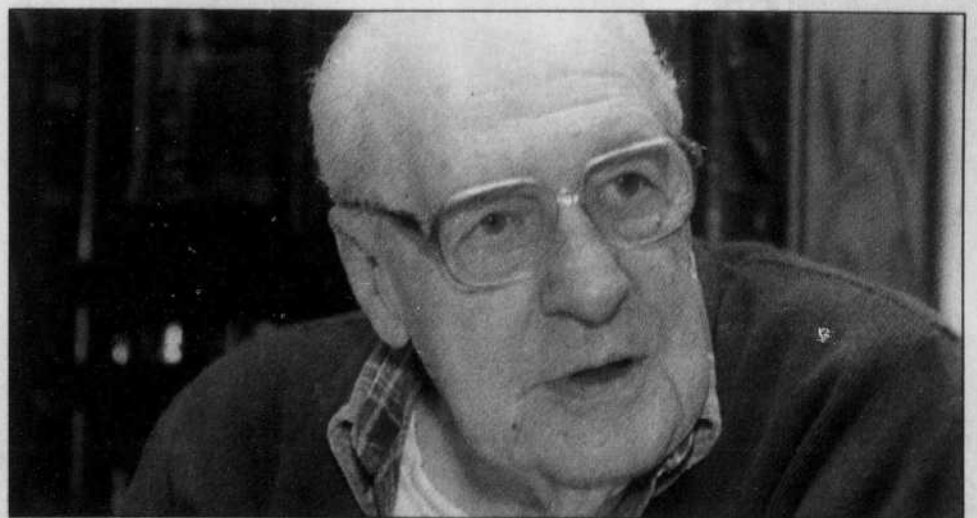
Lutte contre le duplessisme

Avec Gérard Filion à la barre, *Le Devoir* mène une lutte acharnée contre le duplessisme et, à maintes reprises, se range du côté des travailleurs dans plusieurs conflits notamment lors de la grève de l'amiante en 1949. Les éditoriaux assassins à l'endroit de Maurice Duplessis que signe Gérard Filion à cette époque de grande noirceur ne manquent pas d'alimenter la colère du premier ministre qui cesse d'inviter les journalistes du *Devoir* à ses conférences de presse.

VOIR PAGE A 8: FILION

À lire également

- L'éditorial de Bernard Descôteaux en page A 6
- *Le Devoir* sous Gérard Filion en page A 7



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Gérard Filion en 1999: «Il n'y a jamais trop d'information: on choisit, on n'est pas obligés de tout gouverner.»

Un témoin du temps qui s'accélère

Nous reproduisons aujourd'hui, à l'occasion de la mort de Gérard Filion, une entrevue accordée à notre journaliste Jean Dion qui avait été publiée en janvier 2000 dans un cahier spécial sur le 90^e anniversaire du *Devoir*.

JEAN DION

Quand il raconte l'anecdote, plus de quarante ans après le fait, Gérard Filion rit encore. Aux larmes, littéralement, si bien qu'il doit retirer ses lunettes et sortir son mouchoir.

Nous sommes au milieu des années 1950. Maurice Duplessis règne en maître absolu sur le Québec plongé dans l'obscurité opaque. Le Parti libéral provincial est complètement désorganisé. Des groupes ont bien commencé de se former, autour de *Refus global*, de *Cité libre* et de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval du père Georges-Henri Lévesque, pour prôner une plus grande ouverture, mais c'est *Le Devoir*, critique impénitent débusquant les scandales, qui exerce en réalité le rôle d'opposition officielle.

Le Devoir est une telle épine au pied de Duplessis que celui-ci ne rate jamais une occasion de déclarer qu'il le déteste et qu'il souhaite sa mort dans d'atroces souffrances. Cela crée de sérieux problèmes: à un moment donné, le directeur Filion n'arrive plus à trouver dans son personnel un volontaire pour couvrir la politique à Québec, le travail y étant trop désagréable dans les circonstances.

Un jour, M. Filion envoie l'un de ses jeunes journalistes, Marcel Thivierge, assister à la conférence de presse hebdomadaire du premier ministre. Il lui conseille de se faire discret, de s'asseoir dans le fond de la salle et de se contenter de prendre des notes.

Lorsque Maurice Duplessis entre dans la salle, il aperçoit rapidement ce visage inconnu et demande au nouveau venu de se présenter. Marcel Thivierge obtempère. «*Quel journal?*», demande Duplessis. «*Le Devoir*», répond le journaliste. «*Le Devoir? C'est pas Thivierge, c'est ti-crisse! Dehors!*»

Quand l'épisode sera raconté à Gérard Filion, il aura une réaction spontanée. «*J'ai éclaté de rire. Que voulez-vous que je fasse d'autre?*» Ce ne sera d'ailleurs pas la seule fois qu'un envoyé

VOIR PAGE A 8: TÉMOIN

LES ACTUALITÉS

EN BREF

Le Dow Jones en hausse

New York — L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la séance de hier à la bourse de New York à 10 485,65 points, en hausse de 42,78 points, soit 0,4 %, à la clôture. De son côté, l'indice Nasdaq des valeurs technologiques a gagné 1,46 points, soit 0,1 %, à 1992,52 points. À la Bourse de Toronto, les cours ont clôturé en baisse, hier. L'indice S&P/TSX a perdu 50,73 points, à 9482,37. L'indice Nasdaq Canada a chuté de 1,22 point, à 504,28. — PC et AP

Funérailles de Marie-Josée Lemieux

Plus de 200 personnes, parmi lesquelles le président de la FTQ, Henri Massé, ont rendu, hier, un dernier hommage à la militante syndicale Marie-Josée Lemieux, décédée subitement dimanche dernier à Québec. Les funérailles, célébrées en l'église de Saint-Jean-Chrysostome, sur la rive sud dans la région de Québec, ont été ponctuées de nombreux témoignages émouvants de proches et de collègues de la femme de 40 ans, qui s'était particulièrement illustrée dans la lutte pour la syndicalisation de la succursale de Jonquière du géant américain de la vente au détail Wal-Mart. — PC

Ontario : médecins consultés

Toronto — Le président de l'Association médicale de l'Ontario (OMA), le Dr John Rapin, a dit hier avoir bon espoir que les 24 000 médecins de la province soient favorables aux dernières offres améliorées du gouvernement McGuinty. Au début du mois, le gouvernement ontarien et les médecins ont conclu, après 15 mois de négociations, une entente préliminaire qui a été soumise au vote des médecins entre le 22 et le 28 mars. — PC



Les partisans pro-vie n'ont pas relâché leur vigilance devant la Maison Blanche, ce week-end, continuant de plaider pour la réalimentation de Terri Schiavo, à qui les médecins ont commencé à administrer de la morphine.

Affaire Terri Schiavo

Un appel désespéré est lancé à Jeb Bush

JANE SUTTON

Pinellas Park — Les parents de Terri Schiavo, cette Américaine de 41 ans plongée dans un coma végétatif depuis 15 ans et qui n'est plus alimentée depuis dix jours, ont lancé hier un appel désespéré au gouverneur de Floride Jeb Bush pour qu'il intervienne dans cette affaire.

Mais Bob et Marie Schindler ne devraient pas être entendus, le frère du président George Bush ayant déclaré dimanche à CNN qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour les aider et qu'il ne pouvait pas entreprendre l'avis des juges en prenant de nouvelles mesures.

La sonde alimentant Terri Schiavo depuis son accident cardiaque d'il y a quinze ans a été retirée le 18 mars à la demande de son mari et tuteur légal. Les médecins pensaient alors qu'il lui restait une à deux semaines à vivre.

Tous les recours déposés depuis devant la justice américaine par ses parents, tous deux de fervents catholiques, ont depuis été rejetés.

«Bob et Mary Schindler supplient le gouverneur Bush d'intervenir», a déclaré le père Paul

O'Donnell, un moine franciscain proche du couple.

«Nous supplions le gouverneur d'intervenir, de faire preuve de courage et de mettre un terme à cette pratique barbare en Floride», a-t-il martelé devant l'hôpital de Pinellas Park, où se trouve Terri.

La passion suscitée par cette affaire, qui est devenu le cheval de bataille des conservateurs catholiques et a conduit le président Bush à intervenir en personne, illustre le caractère ultrasensible du dossier de la fin de vie outre-Atlantique.

Le mari, Michael Schiavo, estime depuis le début de l'affaire que sa femme souhaiterait qu'on cesse de l'alimenter, son état étant vraisemblablement irréversible.

L'avocat des Schindler, David Gibbs, a déclaré dimanche que l'état de santé de Terri Schiavo déclinait rapidement.

«Ils [les médecins] ont commencé à lui administrer de la morphine en perfusion pour [lutter contre] la douleur. À ce stade, nous dirons que Terri a atteint le point de non-retour», a-t-il dit à la chaîne de télévision CBS.

Reuters

Le projet de Black de fermer le capital de Hollinger est bloqué

Toronto — La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) a coupé court au projet du magnat de la presse Conrad Black de fermer le capital de Hollinger inc., en refusant de lever l'interdiction qui pèse contre lui de vendre ou acheter des actions de la société.

Dans une décision rendue hier, un comité de la CVMO interdit à M. Black et à sa société de portefeuille Ravelston de procéder à l'offre de rachat de toutes les actions de Hollinger inc. qu'ils ne possèdent pas déjà. Les actionnaires minoritaires devaient se prononcer jeudi, à l'occasion d'une assemblée extraordinaire, sur cette offre de 7,60 \$ par action.

Le conseil d'administration a rapidement réagi à la décision de la CVMO, hier après-midi, en faisant savoir qu'il évaluait la situa-

tion et déciderait s'il y a lieu de tenir ou non cette assemblée le 31 mars.

M. Black possède déjà 78 % des actions de Hollinger inc. par l'entremise de Ravelston, une société non inscrite en bourse.

Lors d'audiences tenues la semaine dernière par la CVMO, des avocats représentant des actionnaires avaient fait valoir qu'ils disposaient de trop peu d'informations sur la situation financière de Hollinger inc. pour être en mesure de bien évaluer l'offre faite par M. Black. Hollinger inc. est en retard dans la divulgation de ses résultats financiers en raison de la bataille juridique qui l'oppose à sa filiale.

Ce retard fait en sorte que les hauts dirigeants de Hollinger inc. ainsi que d'autres initiés ne peuvent acheter ou vendre des actions de l'entreprise. Le comité formé de

trois experts de la CVMO en est venu à la conclusion que la levée de l'interdiction de transiger, telle que réclamée par M. Black, serait plus qu'un détail «d'ordre technique» et qu'il pourrait être injuste, «dans ces circonstances», de soumettre l'offre de fermeture du capital au vote des actionnaires.

Hier, le cours de l'action de Hollinger à la Bourse de Toronto a reculé de près de 7 %, pour clôturer à 6,35 \$, en baisse de 45 cents.

La CVMO a déjà entamé des procédures qui pourraient mener à des amendes de plusieurs millions de dollars ainsi qu'à des interdictions permanentes de transiger sur les marchés boursiers ou d'occuper des postes de direction pour M. Black ainsi que des associés au sein du groupe Hollinger.

Presse canadienne

Reprise des travaux aujourd'hui

Le meilleur reste-t-il à venir à la commission Gomery?

ROLLANDE PARENT

Les dernières semaines ont amplement montré que le commissaire Gomery avait vu juste quand, dans une interview de fin d'année, il avait prédit que «le meilleur reste à venir».

Non pas parce qu'il sait à l'avance la teneur des témoignages, mais parce qu'il connaît les équipes de travail qui œuvrent dans les coulisses sur une quantité impressionnante de documents que les experts comptables de la firme Kroll Linquist Avey épluchent et analysent depuis des mois. Au plus fort de leur mandat, ils étaient une trentaine à pied d'œuvre.

Le commissaire est en outre en mesure d'observer la tâche qu'abattent les dix avocats qui travaillent dans l'ombre à mettre en place et suggérer une stratégie d'interrogatoire aux quatre procureurs-vedettes de la commission. Depuis la fin de février, une fois achevé le déménagement de la commission d'Ottawa à Montréal, une opération qui a duré 10 jours, M^{me} Marie-Cossette et M^{me} Yves Cournoyer ont mené la totalité des interrogatoires des témoins. Le procureur Bernard Roy devrait prendre la relève à la prochaine occasion.

Interdit de publication

Mais voilà qu'au moment où les attentes du public sont à un niveau très élevé, que la commission s'approche du cœur du problème du programme fédéral des commandites et que les efforts investis depuis

près d'un an commencent à porter leurs fruits, le commissaire Gomery doit trouver une façon de composer avec la tenue imminente des procès pour fraude de trois prochains témoins.

Il doit annoncer, aujourd'hui, s'il impose ou non un interdit de publication, d'une certaine durée, sur les témoignages des acteurs cruciaux que sont les Jean Brault, de Groupaction et Charles Guité, gestionnaire du programme et, dans une moindre mesure de Paul Coffin, de Coffin Communications. Les gens proches de la commission s'attendent à ce que les témoignages soient rendus publics, mais avec un certain décalage.

La commission Gomery subira une mutation dans quelques semaines. Après l'enquête sur les contrats de commandites, on passera à celle portant sur les contrats de publicité, puis, cela fait, à la consultation d'experts. La commission pourra réduire le nombre de ses employés, les préposés aux enquêtes n'étant plus utiles.

Des experts de la firme Kroll Linquist Avey viendront présenter au commissaire Gomery leur évaluation des témoignages entendus en regard des façons de faire habituelles dans l'administration publique. Par la suite, une sommité mondiale en administration publique, Donald Savoie, de l'Université de Moncton, indiquera les changements à apporter dans l'administration publique pour éviter que ne se répète ce qui s'est produit dans le programme des commandites.

Presse canadienne

Vivez la Nouvelle-Orléans avec couleur JAZZ 91,9 et LE DEVOIR attitude jazz

Courez la chance de partir pour le berceau du jazz et découvrez les racines mêmes de cette musique qui vous fait tant vibrer. Prix : Une semaine pour deux au luxueux Crown Plaza Astor, en plein cœur du quartier français, sur la célèbre Bourbon Street.

Remplissez correctement le coupon de participation et retournez-le à Couleur Jazz. Écoutez attentivement Couleur Jazz 91,9 : Si votre coupon est sélectionné, vous aurez 30 minutes pour nous joindre et devenir finaliste. Le grand tirage aura lieu le vendredi 1^{er} avril 2005.

Vivez la Nouvelle-Orléans avec couleur JAZZ 91,9 et LE DEVOIR attitude jazz

Participez autant de fois que vous le voulez. Aucun fac-similé accepté.

Prénom : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Téléphone (jour) : _____

Téléphone (soir) : _____

Courriel : _____

Postez ce coupon avant le 1^{er} avril 2005 : Vivez La Nouvelle-Orléans avec Couleur Jazz et Le Devoir 200, rue Laurier Ouest, bureau 250 Montréal (Québec) H2T 2N8



Pointez, cliquez, le tour est joué!

Visitez dès maintenant le site de l'Agence du revenu du Canada et trouvez toutes les réponses à vos questions sur l'impôt.

arc.gc.ca



Agence du revenu du Canada

Canada Revenue Agency

Canada

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

Martin + Charest =
Couillard?

Si l'émission *Tout le monde en parle* avait existé à l'époque où Paul Martin convoitait la place de Jean Chrétien, il aurait certainement été partant pour participer à l'exercice. Pendant ses années aux Finances, M. Martin était un habitué de tous les bancs d'essai pour dauphins en mal de couronnement, en particulier au Québec. C'était au temps où sa popularité québécoise constituait sa carte maître contre Jean Chrétien.

À défaut de pouvoir asseoir un premier ministre plus solide à Ottawa, l'idée d'un changement de garde à Québec fait son chemin

montre que c'est du côté de sa base fédéraliste plutôt que chez les nationalistes mous que le PLC va d'abord chercher son salut aux prochaines élections.

Jusqu'à tout récemment, la faiblesse québécoise du PLC inquiétait à premier titre les stratèges libéraux pour qui le chemin d'une majorité gouvernementale passe presque obligatoirement par le Québec. Mais les craintes que suscite l'absence d'un champion fédéraliste performant à Ottawa débordent désormais du strict cadre de l'intérêt libéral. C'est qu'on commence à s'apercevoir qu'aussi peu prometteuses soient-elles, les perspectives actuelles de Paul Martin au Québec sont tout de même plus brillantes que celles du gouvernement de Jean Charest.

Dans une lettre ouverte publiée en français et en anglais la semaine dernière, l'ancien premier ministre de l'Ontario Bob Rae mettait le Canada en garde contre le retour en force du camp souverainiste à Québec. Selon M. Rae, le discrédit qui découle des travaux de la commission Gomery ne s'abat pas uniquement sur le PLC. Il rejallit également sur l'option fédéraliste. À cela, Bob Rae ajoute encore la performance échevelée du gouvernement Martin sur le front des relations fédérales-provinciales pour arriver à une combinaison potentiellement fatale pour l'unité canadienne s'il devait y avoir un autre référendum.

Au début des années 90, M. Rae avait été le premier chef de gouvernement ontarien à faire valoir que sa province n'avait plus sa juste part de la tarte canadienne. À l'époque, on ne parlait pas encore de déséquilibre fiscal. Aujourd'hui, Dalton McGuinty a repris le flambeau à son compte. M. Rae croit que Paul Martin devrait saisir l'occasion d'ouvrir son jeu, en matière de fédéralisme fiscal notamment, pour donner un as au gouvernement Charest à temps pour les prochaines élections au Québec.

Pour Bob Rae, le premier ministre Jean Charest constitue le dernier rempart entre le retour au pouvoir du Parti québécois et la tenue possible d'un autre référendum. D'autres ont commencé à pousser la réflexion une douloureuse étape plus loin.

Dans les milieux fédéralistes, on doute beaucoup de la capacité de Paul Martin à défendre efficacement le fédéralisme à l'occasion d'un autre référendum au Québec. Au minimum, personne n'a le goût de la voir mise à l'épreuve; personne n'a non plus de solution de rechange évidente sous la main. À cet égard, la liste des successeurs appréhendés de M. Martin n'a rien d'inspirant. À la limite, Stephen Harper serait peut-être mieux équipé pour affronter ce genre de tempête, tout au moins sur le plan de la rigueur intellectuelle et de la vision du fédéralisme, mais l'ensemble de l'œuvre de son parti rebute trop le Québec pour en faire une valeur sûre.

À défaut de pouvoir asseoir un premier ministre plus solide à Ottawa, l'idée d'un changement de garde à Québec fait son chemin, et cela, plus vite qu'on aurait pu l'imaginer il y a seulement quelques mois. À cet égard, les trains au Québec et dans le reste du Canada sont de plus en plus sur la même voie.

C'est ainsi que si la saison de *Tout le monde en parle* avait commencé l'automne dernier avec le passage sur le plateau de Gilles Duceppe, favori à la succession de Bernard Landry, lequel fut naturellement suivi des Pauline Marois et François Legault, personne n'aurait prévu à l'époque qu'elle prendrait fin sur une entrevue à saveur de leadership avec le ministre de la Santé Philippe Couillard. La succession libérale, qui n'était même pas dans les cartes il y a six mois, a désormais elle aussi un favori.

Pour un chef mal aimé, rien ne fait plus d'ombre qu'un dauphin populaire. À plus forte raison quand ce chef est le leader *de facto* du camp fédéraliste au Québec, une position qui garantit que l'intérêt pour sa performance dépasse largement les frontières du Québec. M. Charest est bien placé pour le savoir, lui qui a vu tant de belles-mères se mêler de lui organiser des noces québécoises au nom de la raison d'État il y a quelques années.

S'il ne réussit pas à redresser sa barque d'ici à la fin de l'année, les mêmes forces qui ont présidé à son arrivée à Québec vont commencer à converger dans le sens de son départ. En attendant, Philippe Couillard est désormais sur l'écran radar de ceux qui, parmi les météorologues politiques du reste du Canada, se soucient encore du climat québécois.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

L'Église catholique est plongée dans le désarroi

Jean-Paul II n'est pas apparu hier à la fenêtre de son bureau du Vatican pour la prière de l'angélus avec les fidèles massés place Saint-Pierre

MARTINE NOUAÏLLE

Cité du Vatican — La tragédie personnelle de Jean-Paul II, trahi par son corps le jour de Pâques, est devenue un facteur de désarroi pour une Église catholique privée du charisme de son chef spirituel, estimaient hier les vaticanistes au lendemain de l'échec du pape à prononcer sa bénédiction *urbi et orbi*.

«Il est devenu plus que jamais évident qu'une Église qui touche un milliard de personnes dans le monde ne peut reposer sur les épaules d'un seul homme», a déclaré à l'AFP le journaliste et écrivain Giancarlo Zizola, spécialiste du Vatican.

Le vieux pape n'est pas apparu hier à la fenêtre de son bureau du Vatican pour la prière de l'angélus avec les fidèles massés place Saint-Pierre, contrairement à son habitude des précédents lendemains de Pâques.

La radio officielle du Vatican, Radio Vatican, a estimé que la journée d'hier avait été «assombrie par les sentiments de préoccupation concernant la santé du pape Jean-Paul II» mais son directeur, le père Federico Lombardi, a estimé que «malgré l'inévitable regret» de cette absence, il était «bon que le pape continue sa convalescence sans se surmener».

Dimanche, malgré les risques d'infection que lui fait courir la canule implantée dans sa gorge après sa trachéotomie, Jean-Paul II était resté exposé aux intempéries près d'un quart d'heure à sa fenêtre.

Mais les dizaines de milliers de pèlerins qui venaient d'assister à la messe de Pâques sur la place, ainsi que des centaines de millions de téléspectateurs dans le monde entier, ont surtout retenu les vains efforts du pape pour s'adresser à eux.

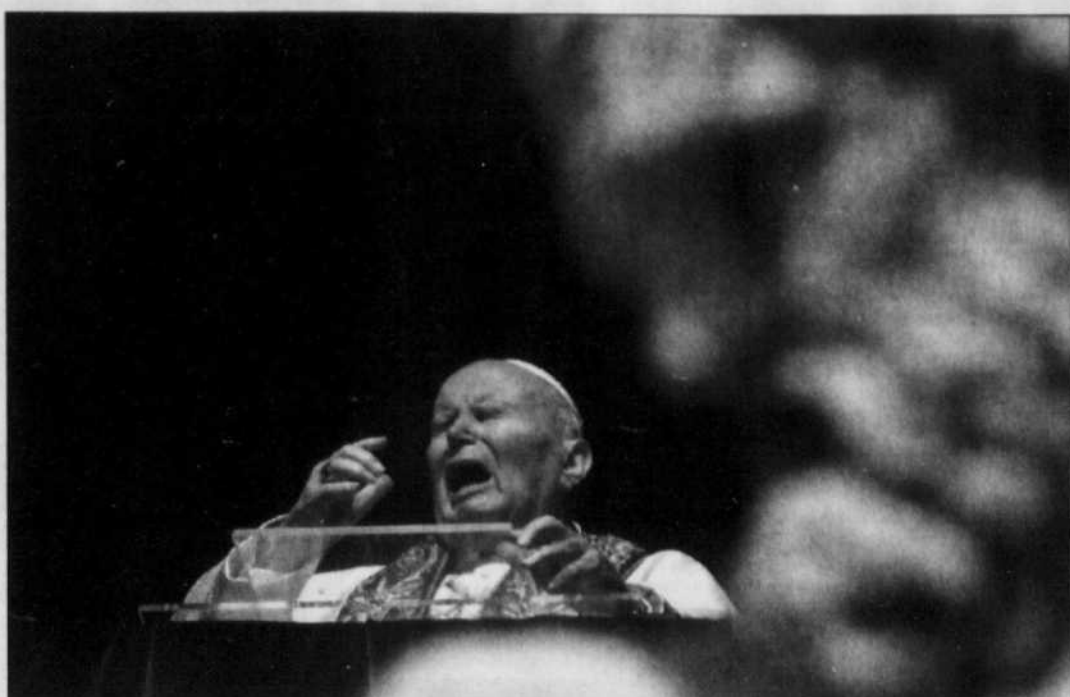
«C'était bouleversant», raconte Shoba Rami, une Malaisienne venue en touriste à Rome.

Une fiction?

Pour Giancarlo Zizola, «cette image d'un pape silencieux est une métaphore de la maladie de l'institution», et «la tragédie personnelle de Jean-Paul II se double d'une tragédie institutionnelle».

Cet observateur critique de l'Église catholique estime que la version officielle donnée par les cardinaux de la Curie, selon laquelle Jean-Paul II gouverne encore l'Église, est «une fiction».

Le puissant cardinal allemand Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, avait affirmé jeudi que le pape était «lucide et dirige l'Église», et que «le problème du gouvernement de l'Église ne s'est jamais posé».

C'est en vain que le pape a tenté de s'adresser, dimanche, aux milliers de fidèles qui avaient envahi la place Saint-Pierre pour recevoir sa bénédiction *urbi et orbi*.

Les télévisions publiques italiennes relevaient cependant hier que le pape, certes, «est lucide», mais qu'il «n'est pas en état de gouverner».

«Dans le passé, quand un pape était malade, se mettait en place une clique de favoris qui gouvernait l'Église comme elle l'entendait. Cela ne vaut pas que pour le passé, mais aussi pour le présent», a estimé Giancarlo Zizola.

Dans la dernière période, les vaticanistes ont cité à l'envi le «clan des Polonais», garde rapprochée composée de compatriotes du pape, au premier rang desquels son secrétaire personnel Stanislaw Dziwisz.

«Une affirmation complètement infondée», selon le cardinal polonais Zenon Grocholewski.

«Il est compréhensible que le cardinal Wojtyła, devenu pape, ait voulu conserver son secrétaire particulier», a reconnu dimanche dans *Il Messaggero* ce membre de la

curie, préfet du dicastère (section) pour l'éducation catholique. Mais la plupart des Polonais du Vatican «n'ont qu'un rôle de service humble», a-t-il assuré.

Durant la semaine de Pâques, l'Église catholique s'est exprimée par la voix des cardinaux à qui Jean-Paul II, confiné dans ses appartements, avait confié la présidence des célébrations.

La seule contribution officielle du pape, outre ses brèves et rares apparitions, a été le message de Pâques, lu en son nom par le cardinal Angelo Sodano, numéro deux du Vatican, dans lequel il implorait la paix pour la terre «baignée par tant de victimes innocentes», et demandait à Dieu «que le progrès matériel des peuples n'estompe jamais les valeurs spirituelles qui sont l'âme de leur civilisation».

Agence France-Presse

Éducation : d'autres employés votent une grève limitée

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE), affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), a adopté en fin de semaine dans une proportion de 75 % un mandat de grève de deux jours qui devra être exercé avant la mi-juin.

Ce faisant, les 5500 membres de la FPPE joignent leurs voix à plusieurs autres syndicats du monde de l'éducation qui ont aussi résolu dernièrement de débrayer pour manifester leur impatience devant la lenteur des négociations avec le gouvernement.

«Nos conventions collectives sont échues depuis bientôt deux ans, et nous n'avons toujours rien de concret sur la table», a déclaré hier par communiqué le président de la FPPE, Pierre Bouchard. La partie patronale n'a visiblement aucun mandat [...]. Nous avons des solutions, nous voulons négocier.» Selon M. Bouchard, il faut remonter au moins 30 ans en arrière pour retrouver «une telle grogne chez le personnel professionnel des commissions scolaires». La Fédération qu'il dirige représente 21 syndicats répartis dans la quasi-totalité des commissions scolaires du Québec.

Jusqu'à présent, les moyens de pression utilisés par la FPPE n'ont pas permis de faire avancer les travaux à la table

de négociations. «La grève est maintenant devenue inévitable», estime Pierre Bouchard. Les demandes de la Fédération incluent notamment le «besoin criant d'ajout de ressources dans les écoles primaires et secondaires» du Québec, et particulièrement à la Commission scolaire de Montréal. L'accès à la stabilité d'emploi et l'organisation de la tâche sont aussi au cœur des discussions.

Grogne générale

La décision des membres de la FPPE reflète la grogne générale qui secoue actuellement le monde de l'éducation, et plus largement les tensions qui existent entre l'État et ses 500 000 employés sans contrat de travail. Vendredi, les 4300 membres de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC) et de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES) s'étaient aussi dotés d'un mandat de grève similaire à celui de la FPPE.

La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants (FNEEQ), qui représente les deux tiers des professeurs du réseau collégial, a également obtenu récemment un mandat pour la tenue de trois demi-journées de grève en avril. De même, la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) emboîtera le pas à la même période.

Le Devoir

Sept municipalités seront privées d'eau potable jusqu'à mercredi

Nicolet — Les résidents de sept municipalités du Centre-du-Québec seront privés d'eau potable au moins jusqu'à demain en raison du bris d'une conduite d'aqueduc. Un avis interdisant la consommation de l'eau du robinet est donc en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Plus de 11 000 citoyens sont touchés par cette mesure puisque la ville de Nicolet approvisionne aussi en eau potable les municipalités voisines de Baie-du-Febvre, Saint-Zéphirin, La Visitation, Sainte-Perpétue, Sainte-Monique et Saint-El-

phège. Le maire de Nicolet, Clément Dubois, ignore toujours la cause du bris de la conduite, trouvée fissurée à proximité de l'usine de filtration. Le tuyau a été remplacé dimanche après-midi, ramenant à la normale le débit d'eau. Toutefois, il faudra attendre les résultats des prochaines analyses, avant de pouvoir consommer l'eau du robinet. Chacune des municipalités a mis en place un point de service d'alimentation en eau potable

Presse canadienne

ROLEX

SERVICE

POUR GARDER VOTRE ROLEX EN PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUTS LES CINQ ANS.

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE (514) 866-3876

OGILVY

Nous sommes heureux d'annoncer l'ouverture de la boutique

L'Artisan Parfumeur

PARIS

boutique au rez-de-chaussée

Depuis 1976, l'Artisan Parfumeur crée des eaux de toilette, des parfums d'ambiance et des collections d'objets parfumés.

SAINTE-CATHERINE ET DE LA MONTAGNE
TÉL: (514) 842-7711, POSTE 301, WWW.OGILVYCANADA.COM

LES PETITES ANNONCES

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
190 • 195 Achat-vente-échange
190 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez **avant 14 h 30** pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit

Soyez généreux.

(514) 934-4846

URGENT

101
PROPRIÉTÉS À VENDRE

QUARTIER HISTORIQUE, VIEUX-LONGUEUIL

Maison de style normand, 10 pièces, mezzanine, cuisine et salle de bains rénovées, foyer combustion EPS, chêne, ardoise, granite, boiserie, garage, toit 1997, terrain 8600 p.c. Proximité écoles et métro. 540 000 \$

(450) 677-8046
precountgagne@sympatico.ca

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

LAURIER/HUTCHISON
4 1/2 rénové, 4 électros, stat. inclus
Libre imm. 1 495\$
514-924-4363 514-844-7275

LUXUEUX CONDO - LONGUEUIL À L'ESTUAIRE III
Grand 4 1/2, vue sur fleuve.
Accès int. métro. Pisc. int. et ext.
Gymnase. Stat. int. Juillet.
1 400\$ 450-674-7161

OUTREMONT - L'ÉMINENCE
St-Joseph/Laurier
3 1/2 à 1200\$ chauffés, 1 équipé.
Piscine, sauna. 514-272-9086

OUTREMONT Adj. Haut de duplex, 7 1/2, espace éclairé,
2 balcons, pr. Usd/Mhd/paux.
Juillet. 514-739-2113

PLATEAU Barri/Roy, 4 1/2, rdc,
2 c.c. rénové, très propre, cours.
Libre. 910 \$/m. 514-331-5000

PLATEAU ST-JOSEPH
Pr. métro Laurier. Grand et luxueux
7 1/2, 1 800 p.c. Très belle restaura-
tion, boiserie, vitraux, s. à dîner,
3 c.c. fermées, 2 s. de b. luxueux.
Garage. 2 700\$ chauffé. Libre.
514-213-3964, 514-842-7759

PROMOTION POINTE-CLAIRE
Magnifiques 1 1/2 à 5 1/2
À LOUER IMMÉDIATEMENT
Prix abordable, près des services
et centre commerciaux. Stat. ext.
514-697-4045

VIEUX-QUÉBEC - HAUTE-VILLE
PIED-À-TERRER
Professeur louerai son logement
de 2 étages à aires ouvertes.
Vue panoramique incomparable
marina, fleuve. Terrasse sur toit.
Buanderie. À partir du
1er mai pour durée indéterminée
de 1 à 6 mois. 418-694-0414

164
CONDOMINIUMS À LOUER

CENTRE-VILLE LAVAL
Construction neuve en béton.
Ascenseur, unité coin ensoleillée,
2 c.c., foyer, a/c, jardin central.
Près de tous les services.
1 700\$ 514-965-5030

VIEUX-LONGUEUIL
Récent, 1250 p.c., 2 c.c., stat.
Ascenseur. Près de tout. 1145\$
450-670-1987 mike@sauteur.com

VIEUX-MONTRÉAL Moderne, lu-
mineux, 1050 p.c., 2 c.c., 4 élec-
tros, foyer, a/c, stat. int. Piscine.
Libre. 1360\$ 514-845-4031

175
MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

ILES-DE-LA-MADELEINE
Maison 2 étages, 3 c.c.,
emplacement optimal, restaurée
avec goût, toute équipée,
550\$/sem. juillet, août et sept.
(418)694-0414 soir ou message.

LOCATION SAGUENAY / Anse
St-Jean Jolie maison ancestrale, 2
min. du Ford, 3 c.c., 11. équipé. Se-
maine. pages.infinit.net/maitais
418-696-3534

530
COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Sylvie Massicotte Int 450-247-0489

542
MASSOTHÉRAPIE

NOUVEAU OTMC - MASSAGE
Professionnel - Acupuncture
635 Provoat Lachne 514-637-1979

555
GARDERIES, AIDE FAMILIALE

GARDERIE À 7\$
sur le Plateau Mt-Royal
514-288-1921

560
ENTRETIEN, RÉNOVATION

Besoin d'une
AIDE MÈNAGÈRE
honnête et responsable?
NE CHERCHEZ PLUS!
Appelez Michelle pour
un travail soigné.
514-845-6889 après 19h
Références sur demande

**A À Z ENTREPRENEUR RETRAI-
TÉ** pour vos projets de rénovation.
J. Massé 514-745-0503 902-87-2177

575
DÉMÉNAGEMENTS

G. JOUDOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres
Spécialité: appareils électriques
Assurance complète. 253-4374

AHUNTSIC
(entre Henri-Bourassa et Gouin)
Bien situé, secteur paisible, près
d'un parc. Petit cottage semi-
détaché tr. bien éclairé, 2 ch.
Garage. 249 000\$ 514-214-7708

NDG - Superbe cott détaché-gar.
3480 Harvard. 624 000\$
www.duproprio.com/22215

Agents s'abstenir. 514-381-5826

103
CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

PLATEAU (métro Laurier)
26, 8 1/2 rénové, 3 ch., pl. lattés,
murs briques, 2 balcons, grande
terrasse. 248 000\$ 514-278-5341

115
EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

iles-de-la-Madeleine (Belle-Arce)
Loft rénové. Atelier d'artiste, rési-
dence, galerie d'art. 418-665-7624

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC - Bas triplex rénové
Style ancestral, luxueux, éclairé,
1 500 p.c., 2 chambres, terrasse.
1 550\$ chauffé. 514-332-5399

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

Bouf. GOUIN Grand jardin avec
accès à la rivière. 3 chambres,
2 s/bain. Disponible 1er juillet.
1 500\$/mois. (514) 795-5378

OUTREMONT maison 4 + 1 c.c.
2 1/2 s. de b., rue paisible,
5 électros, jardin, s.-s. fini, 2 stat.
3870\$ 514-344-7594

QUÉBEC - 400 m²
5 c.c., 2 1/2 s. de b., bureau,
boiserie acapou, terrasse. Mai.
3 000\$/m. 418-687-4988

176
CHALET À LOUER

Lac Simon Chalet sur plage privée
sable blanc, terr. boisé, magnifique
vue. 2 c.c., 1 cathédrale, 2 mois:
juin/juil., août/sept. 514-332-1404

NOTRE-DAME-OU-PORTAGE
Saison estivale - Très beau
et grand chalet avec vue sur fleuve
et superbe terrain.
Claude 418-962-7731 ou
Guy 418-962-7209

210
COMMERCES À VENDRE

RESTAURANT À ST-SAUVEUR
(66 places) Plein centre.
Fort potentiel. Bon rapport.
Prix à discuter. 514-796-4444

251
BUREAUX À LOUER

*** VIEUX-MONTRÉAL ***
7 bureaux individuels meublés
Avec ou sans services. Adj. Palais
Justice et métro. 514-282-8889

307
LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. (514) 914-2142
4487 de la Roche-Mt-Royal.

320
AMEUBLEMENT

SET DE CHAMBRE 7 MCM.
Coût 6 600 \$, demande 2 900 \$.
514-989-0173

SPA avec toutes les options.
Jamais utilisé. Coût 9 100 \$.
Vendu à 5 300 \$.
514-989-7488

TABLE DE BILLARD
Andoise et bois massif. Avec ac-
cessoires. Coût 4 600 \$, demande
2 300 \$. 514-989-7841

210
COMMERCES À VENDRE

RESTAURANT À ST-SAUVEUR
(66 places) Plein centre.
Fort potentiel. Bon rapport.
Prix à discuter. 514-796-4444

251
BUREAUX À LOUER

*** VIEUX-MONTRÉAL ***
7 bureaux individuels meublés
Avec ou sans services. Adj. Palais
Justice et métro. 514-282-8889

307
LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. (514) 914-2142
4487 de la Roche-Mt-Royal.

320
AMEUBLEMENT

SET DE CHAMBRE 7 MCM.
Coût 6 600 \$, demande 2 900 \$.
514-989-0173

SPA avec toutes les options.
Jamais utilisé. Coût 9 100 \$.
Vendu à 5 300 \$.
514-989-7488

TABLE DE BILLARD
Andoise et bois massif. Avec ac-
cessoires. Coût 4 600 \$, demande
2 300 \$. 514-989-7841

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

450
EMPLOIS DIVERS

Defence nationale / National Defence

Des possibilités formidables font toute la différence

Vos études collégiales pourraient vous mener à une carrière passionnante et différente dans les Forces canadiennes!

Nous recherchons des spécialistes en haute technologie dans plusieurs disciplines. Vous pourriez être admissible à une gratification à la signature de contrat après l'obtention de votre diplôme, ou au paiement des frais afférents au reste de vos cours, avec rémunération pendant vos études, et à un emploi assuré après l'obtention de votre diplôme.

Pour découvrir les possibilités qui vous sont offertes, veuillez communiquer avec nous dès aujourd'hui.

Découvrez vos forces dans les Forces canadiennes.

1 800 856-8488
www.forces.gc.ca

FORCES CANADIENNES
Régulière et de réserve

Canada

Gérard Filion

De St-Bruno-de-Montarville, le 26 mars 2005, est décédé M. Gérard Filion. Né à l'Isle-Verte, le 18 août 1909, fils d'Alfred Filion et de Philomène Simard, il était âgé de 95 ans et sept mois. Son épouse, Françoise Servière, était décédée en 1992.

Il laisse dans le deuil ses neuf enfants: Nicole (Hassen Ouaniche), Monique (Dr Eugène Ménard), Pierre (Johanne Grenier), Jean (Anne Gionna), Marcel (Monique Poitras), Marc-André (Lucie Béliveau), Louise (Serge Payette), Michel (Agathe Plamondon) et Claudine (Denise Guillot); quatorze petits-enfants et six arrière-petits-enfants.

Gérard Filion fit ses études à l'école de rang, au Séminaire de Rimouski BA en 1931, à l'École des Hautes Études commerciales LSC 1934. Il occupa successivement les fonctions de journaliste et de secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs (UPA) 1935-1947; directeur du quotidien Le Devoir 1947-1963; directeur général de la Société générale de financement 1963-1966; président directeur général de Marine Industrie de Sorel 1966-1974. Il fut aussi membre, puis président de la commission scolaire de Saint-Bruno-de-Montarville 1947-1963; président fondateur de la commission scolaire régionale de Chambly 1961-1963; vice-président de la commission royale d'enquête sur l'éducation (Commission Parent) 1961-1966. Maire de Saint-Bruno-de-Montarville 1960-1968. Président du Conseil de Presse du Québec 1983-1987.

Il était compagnon de l'Ordre du Canada, grand Officier de l'ordre national du Québec, membre de la Société Royale du Canada, membre de l'Académie des Grands Montréalais, Docteur honorifique de l'Université de Montréal.

La dépouille mortelle est exposée à la Maison funéraire :

URGEL BOURGIE
1559 RUE MONTARVILLE
SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
www.urgelbourgje.com

le lundi 28 mars à compter de 14 heures. Les funérailles auront lieu le mercredi 30 mars 2005, à 11 heures, en l'église de Saint-Bruno-de-Montarville. Heures des visites: lundi de 14 à 17 heures et de 19 à 22 heures; mardi de 11 à 17 heures et de 19 à 22 heures; mercredi à compter de 9 heures.

Des dons à la fondation du Centre de santé et de services sociaux du Vieux-Longueuil et de Lajemmerais (Hôpital Pierre-Boucher) ainsi qu'à l'organisme Les P'tits Bonheurs de Saint-Bruno seraient appréciés.

SP Société canadienne de la sécurité en pièces
1 800 369-7502 www.societecanadienne.com

Pour publication section décès

Le mémoriel
www.lememoriel.com

(514) 525-1149

2190 Mont-Royal Est
Montréal, Qc H2H 1K3
Télec.: (514) 525-7999

Tous les jours de 11h à 19h30

Fig. 6

« Bistro 495 »

Addition

Salade (2).....14,00\$

Vin (2).....11,00\$

Dessert.....4,75\$

Taxes.....4,03\$

Sous-total.....35,48\$

L'ourboire.....

Total.....

« Merci »

Si ceci ressemble à un test de maths, visitez mathscourantes.ca ou appelez le 1 800 303-1004.

RBC
Canada
Sécurité financière

La solution par les maths

AVIS
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

ENCADREZ
votre
PETITE ANNONCE

985-3322

Des actions concrètes

Votre don change le monde!

Oxfam
Québec

1.877.937.1614 ou 514.937.1614
www.oxfam.qc.ca

Des actions concrètes

Votre don change le monde!

Oxfam
Québec

2280, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal, QC H3Z 2Y2
514 937 1614 • 1 877 937 1614 (sans frais)
www.oxfam.qc.ca

LE MONDE

Carotte et bâton pour la démocratie

Rice présente son rapport annuel sur les droits de l'homme

Washington — Les États-Unis ont lié hier le «succès» de leurs relations avec les autres pays au respect par ces derniers des droits de l'homme et de la démocratie, tout en assurant vouloir aussi faire preuve de flexibilité.

«Nous allons continuer de dire clairement qu'en fin de compte le succès de nos relations [avec les autres pays] dépend de la manière dont ils traitent leur propre peuple», a déclaré la secrétaire d'État Condoleezza Rice en présentant un document du département d'État sur les droits de l'homme.

«Notre pays va continuer de clarifier pour les autres nations le choix moral entre l'oppression et la liberté», a-t-elle ajouté, reprenant une rhétorique chère au président George W. Bush.

Mme Rice a fait ces déclarations en présentant le rapport annuel du département d'État intitulé *Soutenir les droits de l'homme et la démocratie: le bilan des États-Unis en 2004/2005*.

Ce rapport destiné au Congrès vient en complément de celui sur la situation des droits de l'homme

dans le monde, publié le mois dernier. Le secrétaire d'État adjoint aux droits de l'homme, Michael Kosak, s'est toutefois employé à mettre quelques bémols aux grands principes.

Promouvoir la démocratie et le respect des droits fondamentaux «est parfois une question de carottes, parfois une question de bâton», a-t-il dit. «Parfois c'est en aidant un gouvernement que l'on s'aperçoit qu'il est plus réceptif pour s'ouvrir», a ajouté M. Kosak.

«Il n'y a pas d'approche scientifique, sur un modèle unique», pour traiter avec tous les pays, a-t-il souligné. Le rapport présenté hier promet notamment de maintenir la pression sur la Russie et la Chine mais aussi sur des alliés de l'Amérique dans le monde musulman (Pakistan, Arabie saoudite en particulier) en matière de démocratisation et de droits de l'homme.

Cette question va rester «un thème majeur» dans les relations avec la Russie du président Vladimir Poutine, dont l'évolution autoritaire inquiète Washington, assure le texte. Les États-Unis conti-

KIMIMASA MAYAMA REUTERS
Condoleezza Rice

nent par ailleurs «d'accorder une haute priorité aux demandes pour que la Chine se conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme».

Le rapport demande également à des alliés-clé dans le monde musulman, notamment pour la lutte anti-terroriste, de faire

des efforts d'ouverture.

L'Arabie saoudite doit évoluer en matière de droits des femmes et d'ouverture politique notamment, souligne le texte. Des «efforts de démocratisation» sont quant à eux présentés comme une condition «critique pour la force de notre relation à long terme» avec le Pakistan.

Le rapport américain est consacré aux violations des droits fondamentaux commises partout dans le monde, sauf aux États-Unis.

Les États-Unis sont néanmoins, avec la Chine ou l'Iran, dans le peloton de tête des pays qui appliquent encore la peine de mort, abandonnée dans la vaste majorité du monde occidental.

Le traitement des prisonniers capturés en Afghanistan sur la base militaire américaine de Guantanamo (Cuba), ou encore les sévices contre les détenus de la prison d'Abou Ghraïb en Irak ont également relancé les critiques contre le bilan de l'administration Bush en matière de respect des droits de la personne.

Agence France-Presse

Un gouvernement irakien dans les prochains jours?

Bagdad — Les tractations entre chiïtes et Kurdes pour la formation du gouvernement traînent en longueur en Irak, où au moins 14 Irakiens ont été tués dans les violences hier, à la veille de la deuxième séance du Parlement issu des élections du 30 janvier.

Entamées mi-février après l'annonce des résultats des élections, les négociations entre la liste chiïte de l'Alliance unifiée irakienne (AUI) et la liste d'union kurde butent toujours sur l'attribution de certains ministères-clés.

Chiïtes et Kurdes doivent également se mettre d'accord pour le poste de président de l'Assemblée nationale dont le titulaire doit être désigné aujourd'hui par le Parlement.

Deux sunnites sont en concurrence. L'AUI soutient un chef tribal du nord de l'Irak qui lui est proche, Fawaz al-Jarba, alors que les Kurdes ont fait savoir qu'ils préféreraient voir «une personnalité sunnite indépendante» accéder à la présidence de l'Assemblée.

Le chef de l'Etat irakien sortant Ghazi al-Yaouar, que les médias irakiens donnaient comme favori, a pour sa part décliné l'offre de présider le nouveau Parlement irakien, a déclaré hier un de ses assistants.

Constitué avec le soutien du grand ayatollah Ali Sistani, référent spirituelle des chiïtes du pays,

l'AUI dispose de 146 sièges (sur 275) au Parlement contre 77 pour la liste d'union kurde. Les deux formations se sont mises d'accord pour que la présidence de l'Etat revienne au Kurde Jalal Talabani et qu'Ibrahim al-Jaafari, membre du parti islamique Dawa, l'une des composantes de l'AUI, prenne la tête du gouvernement.

Mais, huit semaines après les élections, les négociateurs restent empêtrés dans des querelles sur l'attribution de plusieurs ministères, notamment ceux du Pétrole et de la Défense. Les Kurdes demandent par ailleurs que les chiïtes leur garantissent qu'ils n'imposent pas un Etat islamique.

«Je crois que nous sommes prêts et que nous verrons un gouvernement dans les prochains jours», a néanmoins déclaré ce week-end M. Jaafari.

Le premier ministre sortant, Iyad Allaoui, un chiïte laïc, a mis comme condition à sa participation au futur gouvernement que ce dernier soit «complètement indépendant» du pouvoir religieux.

Pendant que les tractations politiques se prolongent, les attaques de la rébellion et les actes de violence se poursuivent, faisant au moins 14 tués dans l'ensemble du pays, hier.

Agence France-Presse

Pas de référendum pour quitter Gaza

Jérusalem — La Knesset a rejeté hier à une large majorité le projet visant à soumettre à un référendum le plan de retrait controversé de la bande de Gaza cher au premier ministre Ariel Sharon.

Soixante-douze députés israéliens se sont prononcés contre cette procédure, qualifiée de manœuvre dilatoire par les promoteurs du plan de désengagement, et seulement 39 pour. Les députés doivent entamer à présent la lecture du budget 2005 d'Ariel Sharon, le dernier obstacle pour le chef du gouvernement avant l'exécution de son plan d'évacuation de la bande de Gaza prévue en juillet.

Le vote sur le projet de loi de finances est désormais attendu au plus tôt ce soir, voire demain.

Sharon, qui doit composer avec la fronde de l'aile droite de son parti, le Likoud, sur son plan de retrait, a en revanche obtenu samedi le soutien crucial du Shinui, la formation d'opposition centriste, sur le budget. L'appui du Shinui, qui compte 15 députés, devrait garantir l'adoption par l'assemblée de ce budget de 264,4 milliards de shekels (61 milliards de dollars).

Faute d'une adoption du budget à la Knesset avant la fin du mois, le chef du gouvernement devrait se résoudre à des élections anticipées fin juin, qui mettraient en péril la mise en œuvre du plan de désengagement.

Ce dernier prévoit le démantèlement des 21 colonies juives de la bande de Gaza et de quatre des 120 implantations de Cisjordanie.

«La Knesset a pu débattre. Cela signifie qu'il n'y aura pas de référendum et que le retrait se déroulera selon le calendrier prévu», a déclaré à

Reuters un conseiller de Sharon ayant requis l'anonymat.

Les religieux nationalistes dénoncent une «capitulation devant le terrorisme palestinien». Mais une majorité d'Israéliens considère la bande de Gaza, un territoire où vivent 8500 colons au milieu de 1,3 million de Palestiniens, comme un fardeau économique et stratégique.

Le Conseil des colons juifs Yehsha s'est insurgé contre le vote de la Knesset en brandissant le spectre d'une «guerre civile». «[Le premier ministre] a ruiné les chances de donner à la population le choix de se prononcer sur son plan de retrait et d'empêcher ainsi des affrontements violents ainsi qu'une guerre civile», a prédit le conseil dans un communiqué.

Le ministre des Finances, Benjamin Nétanyahou, partisan d'un référendum, a employé des termes similaires en affirmant qu'Israël «a raté une occasion historique de parvenir à un consensus national. Il nous faut désormais redoubler d'efforts pour éviter toute fracture au sein de notre population.»

Shimon Peres, vice-premier ministre travailliste, a en revanche salué «une victoire de la démocratie».

Pour sa part, l'entourage de Sharon se disait confiant sur le vote par la Knesset du budget après le rejet du projet de référendum.

L'organisation d'un référendum — une première en Israël — aurait pris des mois et aurait modifié en profondeur le calendrier de retrait de la bande de Gaza. Sharon estimait que cette procédure était une «tentative pour renverser le gouvernement».

Reuters

Washington confirme une rencontre avec des opposants syriens

Washington — Le département d'Etat américain a confirmé hier une rencontre à Washington la semaine dernière avec des opposants syriens en exil, mais a démenti que cela s'inscrive dans une politique de changement de régime à Damas.

Un groupe de «militants de la société civile, d'universitaires et d'autres responsables» a été invité pour parler de la situation en Syrie et des perspectives de réformes dans ce pays, a indiqué le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères, Adam Ereli.

Il a toutefois démenti que cela fasse partie de plans visant à préparer une éventuelle chute du gouvernement du président Bachar al-Assad, sous forte pression internationale pour se retirer du Liban.

«Ce n'est pas l'objet de ces discussions. Ces entretiens visaient à voir comment soutenir l'aspiration du peuple syrien à davantage de réformes et d'ouvertures dans le système tel qu'il existe actuellement», a-t-il dit. Le *Washington Post* a rapporté au cours du week-end que les approches envers l'opposition syrienne survenaient en même temps que des inquiétudes sur de possibles troubles politiques en Syrie.

Selon le journal, le président français Jacques Chirac aurait dit à M. Bush le mois dernier que le gouvernement syrien pourrait tomber s'il retirait la totalité de ses 14 000 soldats du Liban et laissait des élections libres se tenir chez son voisin.

La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a déclaré au journal vendredi que Washington parlait «à

autant de monde que possible» des développements possibles au Liban et en Syrie.

«Nous essayons d'évaluer la situation pour que personne ne soit pris au dépourvu, parce que les événements vont si vite et dans des directions tellement imprévisibles qu'il est tout simplement prudent de chercher à savoir ce qui se passe», a-t-elle assuré. Selon le journal à capitaux saoudiens *Ashraq al-Awsat*, la rencontre avec les dissidents syriens a eu lieu jeudi avec Elizabeth Cheney, une fille du vice-président américain Dick Cheney, chargée du dossier de la démocratisation du Proche-Orient au département d'Etat.

Des assistants de M. Cheney, de même que des officiels du Pentagone et du Conseil national de sécurité américain étaient présents, selon ces informations. Coté syrien, des représentants du Parti de la réforme syrien, une petite organisation basée aux États-Unis fondée après les attentats du 11 septembre 2001, participaient aux entretiens.

Les États-Unis accusent le régime syrien de laisser l'insurrection irakienne utiliser son sol, et lui reprochent de soutenir des groupes radicaux anti-israéliens.

Un responsable américain parlant hier sous couvert de l'anonymat a insisté sur le fait que la rencontre ne visait pas à préparer la chute du président Assad. «Nous ne pensons pas que les événements à ce stade nécessitent de tels plans», a-t-il dit.

Agence France-Presse

EN BREF

Non, c'est non

Paris — Une nette majorité de Français (54 %) «certains d'aller voter» au référendum constitutionnel européen du 29 mai ont l'intention de choisir le non, contre 46 % qui se déclarent prêts à voter oui, selon un sondage Ipsos pour la radio Europe 1 et le quotidien *Le Figaro* à paraître aujourd'hui. Un sondage, réalisé par CSA le 23 mars, donnait le non vainqueur à 55 % contre 45 % pour le oui. La précédente enquête Ipsos pour *Le Figaro* et Europe 1, réalisée les 18 et 19 mars, établissait le non à 52 % et le oui à 48 %. Trente et un pour cent des personnes certaines d'aller voter n'ont pas exprimé d'intention de vote lors ce sondage réalisé les 25 et 26 mars, pré-

cise Ipsos. Les sympathisants de gauche se prononcent majoritairement pour le non à 58 %, et ceux du PS à 53 %. Ils étaient respectivement 55 % et 45 % dans la précédente enquête Ipsos. Les sympathisants de la droite parlementaire ne sont que 33 % à choisir le non, et ceux de l'UMP 30 %, des pourcentages qui n'ont pas varié par rapport au dernier sondage. En cas de victoire du non, 37 % des Français pensent que cela «porterait un coup d'arrêt grave à la poursuite de la construction européenne» (51 % sont d'avis contraire et 12 % n'ont pas d'opinion) et 42 % que «cela affaiblirait de façon majeure la position de la France en Europe» (45 % ont une opinion opposée et 13 % ne se prononcent pas). — AFP

APPUI AUX ÉTUDIANTS

L'assemblée des professeurs et professeurs du Département de Science Politique de l'UQAM

Reconnait le caractère juste et légitime du mouvement de grève générale engagé par les étudiants et étudiantes à l'échelle du Québec.

Par conséquent, en solidarité avec les étudiants et étudiantes, elle demande :

- Le rétablissement des sommes affectées au programme d'aide financière aux études du Gouvernement du Québec
- Une augmentation adéquate du financement des institutions vouées à l'enseignement supérieur au Québec

La proposition a été votée à l'unanimité.

Après plus de 30 ans, CLUB 402 ferme ses portes DÉFINITIVEMENT à la fin mars

Costumes Importés d'Italie 149\$

Vestons/Blazers Importés d'Italie 99\$

Tous LES COSTUMES Importés d'Italie DOIVENT ÊTRE LIQUIDES

Cerruti 1881 — Zegna — Luigu Botto

LIQUIDATION TOTALE & FINALE

1118, rue Sainte-Catherine Ouest
2^e étage, Montréal • (514) 861-3636

Lun. au ven. 10h à 18h
Sam. 10h à 16h
Tous les soirs après 18h sur rendez-vous seulement

Club 402-HOMME®

Destinations

Votre prochaine réunion d'affaires!

... un rendez-vous délectable

LEAU A LA BOUCHE
HOTEL-RESTAURANT

3003, boulevard Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, Québec, Canada J8B 2N6
Tél. : (450) 229-2961
Fax : (450) 229-7573
www.leualabouche.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514-985-3456 jdebilly@ledevoir.com

Tous les soirs 22 h 32

TV5

LE JOURNAL

É D I T O R I A L

Gérard Filion
1909-2005

Gérard Filion s'est éteint samedi à l'âge de 95 ans. Au cours de sa vie, l'homme a connu plusieurs carrières, mais c'est son passage à la direction du *Devoir* qui fut le plus mémorable. De son bureau de directeur, il fut l'un de ceux qui contribuèrent à préparer la Révolution tranquille.

Plusieurs images nous viennent lorsqu'on pense à Gérard Filion. Il y a bien sûr celle du chène qui tient à sa stature physique. L'homme était grand et avait les deux pieds bien plantés au sol du Québec. Surtout, il savait résister à toutes les intempéries. Dieu sait à quel point ses adversaires auraient aimé l'abattre, lui et son journal.

Une autre image est celle d'«éveilleur». Le mot est de lui. Dans un article de 1985, il l'applique au *Devoir* et au rôle que le journal jouait à l'époque où il le dirigeait. «*À temps et contretemps [Le Devoir] traçait des pistes, posait des embûches, lançait des flèches empoisonnées*» écrivait-il dans cet article. Ce qu'il disait alors du journal vaut pour lui puisqu'il en était l'inspirateur. Il voulait éveiller le Québec de l'après-Deuxième Guerre mondiale à la modernité.



Bernard Descôteaux

Diplômé des HEC, Gérard Filion est entré au *Devoir* en 1947 après un passage à l'Union des cultivateurs catholiques. À son arrivée, le journal est exsangue. Il lui faudra dix ans pour le remettre à flot à coups de souscriptions et de sacrifices, mais aussi grâce à une intuition qui s'avéra salvatrice. Le jour même où *Le Canada* ferme ses portes, il transforme *Le Devoir* de journal d'après-midi en journal du matin et occupe le créneau laissé vacant par le concurrent. S'ouvre alors une période de relative rentabilité qui aurait pu être plus grande n'eût été de la guerre que lui livre le gouvernement de Maurice Duplessis.

Le Devoir de Gérard Filion et le régime Duplessis évolueront de pair de 1947 à 1960. Les deux hommes représentent les deux faces d'un même Québec, l'un progressiste prônant le changement, l'autre conservateur freinant le développement. Éveilleur des consciences, M. Filion mettra en avant des idées avant-gardistes dont la réforme du système d'éducation. Que la majorité des Québécois doivent se contenter d'un diplôme de septième année le choque. Bien avant qu'elle ne devienne l'enjeu d'une élection en 1962, il réclamera l'étatisation des compagnies d'électricité. Au moment des grandes grèves de l'amiante, il appuiera la transformation des lois du travail. Et, sans relâche, il fera campagne pour le «décrassage» des mœurs électorales.

La moralité publique s'est relâchée dans l'après-guerre. Filion a fort à faire à «dénoncer le coquin» qui était l'un des préceptes légués par Henri Bourassa. En 1949, c'est l'affaire Pax Plante. Assistant directeur de la police municipale de Montréal, M^r Pacifique Plante dénonce, dans une série d'articles du *Devoir*, la corruption qui pourrit la police et l'administration montréalaise. Le journal réclamera la tenue d'une enquête publique qui sera confiée au Comité de moralité publique et au cours de laquelle se révélera un jeune avocat, Jean Drapeau.

Plus tard, en 1958, viendra l'affaire du gaz naturel que met au jour le journal. Presque tout le cabinet de Maurice Duplessis est pris en flagrant délit d'initiés. Au moment de la privatisation du système de distribution du gaz, qui appartenait à Hydro-Québec, ministres et conseillers législatifs spéculent et se vendent à eux-mêmes «une marchandise appartenant au public». Huit ministres seront poursuivis. On lira en page voisine l'éditorial signé alors par M. Filion. Il demeure d'une actualité criante dans le contexte de l'enquête Gomery sur le scandale des commandites. À peine quelques mots seraient à changer.

Gérard Filion quittera *Le Devoir* en 1963 pour devenir un des acteurs de la Révolution tranquille qu'il avait contribué à faire éclore. Son rôle fut alors plus discret, mais pas moins important. Ce qui comptait à ses yeux était de bâtir le Québec et de le faire grandir, peu importe la manière. Le Québec lui doit une part de sa modernité.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Le loup
dans la bergerie

Le choix arrêté par le président Bush de nommer Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale a provoqué une polémique assez vive. Dans certaines capitales européennes et moyen-orientales, la suggestion de la Maison-Blanche a été perçue comme une provocation. Que Washington propose l'actuel numéro deux du Pentagone après avoir nommé l'un des adversaires farouches du multilatéralisme — John Bolton — au poste d'ambassadeur à l'ONU fait craindre à certains une autre offensive des néoconservateurs sur divers fronts.

Avant toute chose, on se souviendra que la direction de la Banque mondiale revient traditionnellement à un Américain et celle du FMI à un Européen. À la tête de cette banque, Wolfowitz aura la maîtrise d'un budget annuel s'élevant à 20 milliards. Plusieurs appréhendent que les arbitrages financiers que Wolfowitz est appelé à faire s'inscrivent en droite ligne avec la politique établie par James Wolfensohn, son prédécesseur qui, soit dit en passant, a cautionné chaleureusement la proposition de Bush.

Toujours en poste, Wolfensohn restera comme le président de la Banque ayant assujéti ou plutôt lié l'aide au développement à l'avancée de la démocratie et à l'instauration de règles de transparence. Lorsqu'on songe au nombre de dictateurs et d'autocrates qui ont détourné des milliards de dollars destinés à la lutte contre la pauvreté, on ne peut que saluer le souci d'honnêteté qui habitait Wolfensohn.

Cela étant, le parachutage de Wolfowitz provoque bien des maux de tête à tous ceux, principalement des ONG, ayant la certitude que le poids accordé par celui-ci à l'idéologie, au combat des idées, n'empêche les relations entre ceux qui ont besoin d'aide et ceux qui décident de la direction de celle-ci. Plus exactement, les adversaires de Wolfowitz redoutent une reconduction plus musclée des changements structurels imposés par Wolfensohn.

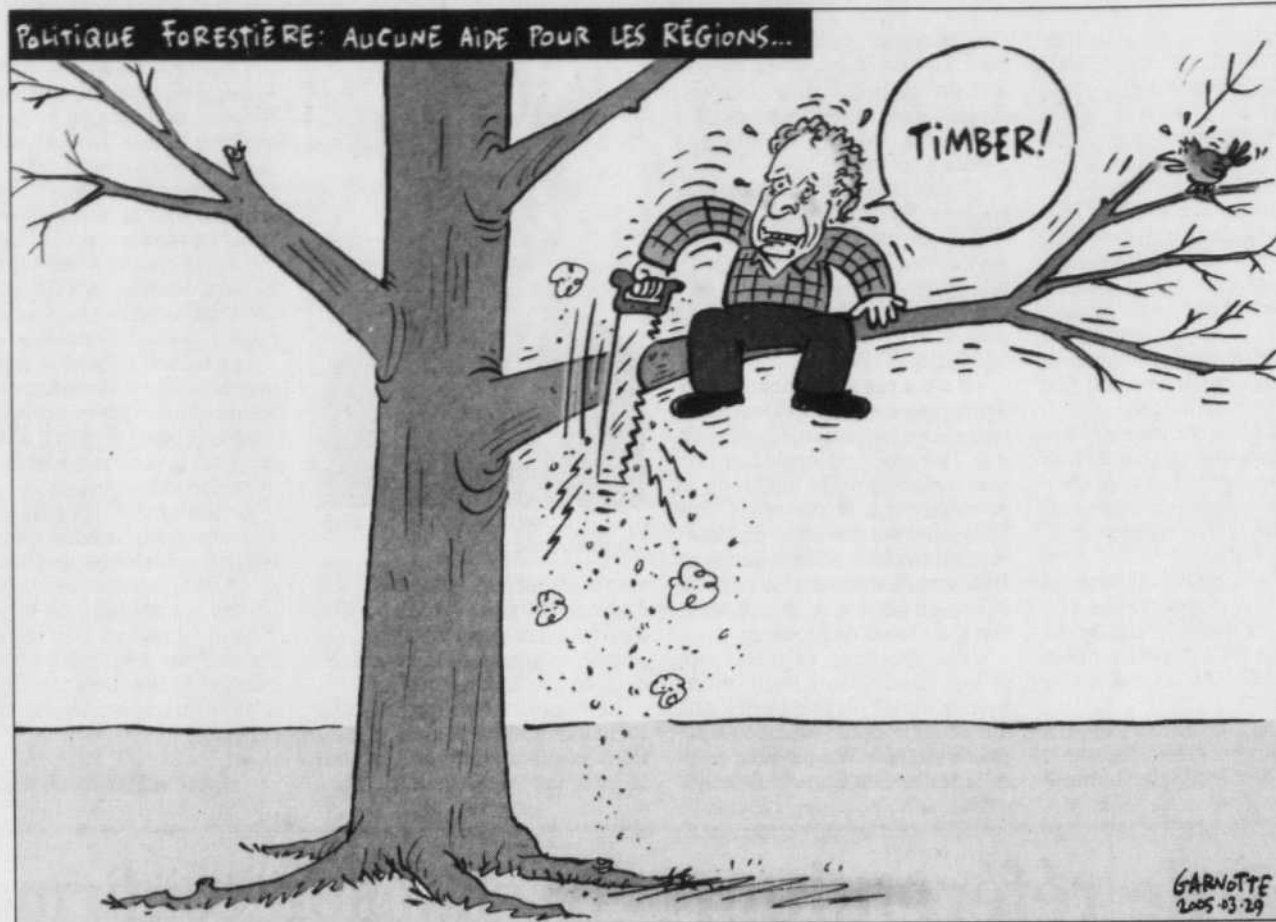
Parmi ceux qui acceptent mal l'arrivée de Wolfowitz, beaucoup affirment haut et fort que ce dernier devrait prendre modèle sur Robert McNamara davantage que sur Wolfensohn. Du premier on a gardé le souvenir d'un homme qui, dans sa lutte contre la pauvreté, était si obsédé par les résultats qu'il se gardait bien de mener des croisades politiques. Au passage, on retiendra que la présidence de la Banque mondiale reviendra pour la deuxième fois en une trentaine d'années à deux des principaux architectes des guerres du Vietnam et de l'Irak.

En attendant que Wolfowitz précise sa politique en matière de développement économique, son départ combiné à celui de Bolton a eu son impact sur l'humeur politique de Washington. Ici et là, on a désormais la certitude que les changements de fonction de deux des chefs de file du courant néoconservateur ouvrent la voie à une reprise des prérogatives du département d'État. Certains avancent que le poids du Pentagone dans le dossier irakien va diminuer au profit des diplomates. En un mot, que Condoleezza Rice va hériter de pouvoirs qui avaient échappé à Colin Powell.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Société immature

Ce qui est le plus désolant dans la société actuelle, lorsque l'on jette un coup d'œil à l'actualité (scandale des commandites, CHOI radio X, les discours des gouvernements en place, etc.), c'est notre manque de maturité collective. La faute incombe toujours à d'obscurs boucs émissaires. Ce que je nous souhaite est simple: que les personnes qui ont un poste de responsabilités dans notre société finissent un jour par les assumer entièrement. Que les décideurs fassent preuve de plus d'humilité et que, nous, citoyens cessons de les déifier. Une bonne dose de maturité dans les deux camps et le cynisme sera moins présent.

Jean-Luc Jolivet
Québec, 17 mars 2005

Étonnant

Absolument étonnant de voir le président des États-Unis remuer mers et monde pour renverser la décision d'un juge d'autoriser l'arrêt de l'alimentation par gavage d'une patiente dans le coma depuis 15 ans. On aurait rêvé — et on rêve encore — de voir le même président manifester autant d'empressément pour épargner la vie de chacune des victimes civiles causées par sa décision d'envahir l'Irak. Victimes innocentes dont on dit qu'elles s'élèvent aujourd'hui à plus de cent mille.

Pierre Deschênes
Le 21 mars 2005

Deux poids, deux mesures

Au Canada anglais, on monte dans les rideaux à chaque fois que Bombardier reçoit une aide gouvernementale. Bombardier a le défaut historique d'avoir été fondé par un illustre québécois

et d'avoir encore aujourd'hui un actionariat très majoritairement québécois. Ça fait faire de l'urticaire à plusieurs en Ontario et dans l'Ouest canadien. La dernière trouvaille de ce courant anti-Québec sur Bay Street: il faudrait que Bombardier annule son dividende aux actionnaires avant d'avoir droit à un prêt du gouvernement fédéral pour l'aider à développer la future série C. Ce projet pourrait pourtant relancer l'industrie aéronautique au Québec et assurer des milliers d'emplois pour des années à venir.

Assez étrangement, les mêmes milieux sont restés silencieux quand le gouvernement fédéral a octroyé récemment des prêts similaires à Ford Motors et à General Motors afin de les aider dans des investissements qui permettaient de préserver des emplois en Ontario. Ces deux compagnies étrangères paient pourtant de généreux dividendes à leurs actionnaires qui, pour la plupart, sont des Américains. At-on entendu la Ontario Teachers Pension Plan réclamer l'abolition de ces dividendes comme condition de l'aide fédérale, comme elle l'a fait pour Bombardier?

Encore une fois, on se fait traiter dans ce pays comme si on était des ennemis de l'intérieur. Si le gouvernement fédéral cède à ces pressions et pousse Bombardier à installer son usine en Irlande, ce sera une autre démonstration de l'urgence pour le Québec de sortir du carcan que représente le fédéralisme canadien. Ce régime, comme il l'a toujours été, demeure le principal obstacle au développement du plein potentiel économique du Québec.

Denis Héty
Montréal, 20 mars 2005

Fleuron menacé

C'est avec stupeur que j'apprenais récemment l'arrêt envisagé du programme de formation musical de l'école secondaire Joseph-

François-Perrault (JFP) faute d'un appui financier minimum (ce qui existe ailleurs).

JFP existe depuis 26 ans et compte plus de 700 élèves (sur un total de 1600) en option et concentration musicale, ce qui fait d'elle la plus grosse école du genre au Canada sinon en Amérique.

Son taux de diplômés est de 82 %, et ce, même si son programme courant et son option musicale desservent d'abord le quartier (pas riche) Saint-Michel.

Pourquoi en est-il ainsi? Les compressions, tant péquistes que libérales, imposées ces dernières années et le fait que toutes les ressources disponibles pour ce programme ont récemment été dirigées vers une seule école, Pierre-Laporte (PL) à Mont-Royal. Bien sûr, les 154 élèves du programme musique de PL proviennent de partout, mais 154, ce n'est pas 700!

De plus, le financement accordé à PL représente sur cinq ans une subvention de 15 000 \$ par élève contre 0 \$ par élève pour JFP. Il n'entre pas dans mon propos de qualifier le travail, sans aucun doute excellent, de PL, mais d'agiter la cloche: «Pourquoi juste eux?»

L'école Jean-François-Perrault constitue un succès pour la CSDM: on ne compte plus les prix (premiers surtout) remportés par ses orchestres lors de compétitions.

Certains de ces anciens sont musiciens professionnels respectés, d'autres, membres de l'OSM alors que quantité de ces autres diplômés ont profité de l'apprentissage de la musique pour faciliter leurs objectifs de carrière.

En tant que société, on ne peut se permettre d'ignorer, puis de torpiller une institution PUBLIQUE qui marche.

Pierre Grenier, parent
Le 17 mars 2005

LIBRE OPINION

Une bonne étude?

CLAIRE-MARIE GAGNON

Présidente de la Fédération des parents adoptants du Québec et enseignante en intervention et adoption internationale à l'Université du Québec à Montréal

Je n'ai pas l'habitude d'être paranoïaque, mais j'ai reçu le questionnaire de l'étude sur l'adoption internationale de Réjean Tessier (dont *Le Devoir* a fait état le 5 mars 2005 dans l'article «*De petits Québécois comme les autres*») dans une enveloppe où un numéro était inscrit à côté de nos noms et adresses. Ce numéro était reproduit à la main sur le haut du questionnaire à retourner. Sur le questionnaire, la date de naissance de l'enfant était indiquée. Les chercheurs ont donc eu accès à nos dossiers d'adoption pour choisir un seul de nos enfants à étudier.

De plus, le pays de naissance de l'enfant n'était pas écrit sur le questionnaire ni sur la lettre de consentement. Les chercheurs ont donc eu accès à une autre banque de données pour retrouver le lien entre le questionnaire et le dossier de l'enfant où était inscrit son pays d'origine.

Enfin, sur la lettre de consentement, on demandait le nom de l'enfant, puis le nom du parent et sa signature. En quoi le nom de mon enfant est-il important pour l'étude? Pour ma part, j'avais inscrit «non pertinent à l'étude».

Certains disent qu'il faut faire confiance aux chercheurs... Mais avons-nous le droit de laisser des gens consulter les dossiers de nos enfants, et de façon nominative par surcroît? Seront-ils toujours des enfants adoptés?

Des réponses sincères?

Ce qui me dérange beaucoup dans toute cette histoire, c'est que je sais que la majorité des gens n'ont pas répondu aux questions trop personnelles du document en toute honnêteté, moi la première. À tous ceux qui s'en offusqueraient, veuillez répondre en toute franchise aux questions suivantes.

Par exemple, dans la section «Comportement

dans diverses situations de votre enfant», avec choix de trois réponses (jamais, parfois, souvent), on avait le choix des situations suivantes:

- boit de l'alcool sans la permission des parents;
 - est constipé, ne va pas à la selle;
 - pense trop au sexe;
 - souhaite être du sexe opposé;
 - enfreint les règlements à la maison, à l'école ou ailleurs;
 - est rêveur, perdu dans ses pensées;
 - tente délibérément de se blesser ou de se tuer;
 - a un langage ordurier, obscène; sacré;
 - ne termine pas ce qu'il commence;
 - ne peut s'empêcher d'avoir certaines pensées ou obsessions;
 - se tient avec des jeunes qui font du trouble (sic);
 - entend des sons ou des voix qui ne sont pas là;
 - a un surplus de poids;
 - a des comportements étranges (décrivez).
- Et voici quelques-unes des 25 questions portant uniquement sur la relation du répondant avec sa mère. On demandait à ce que, si possible, ce soit la mère qui y réponde, et il fallait évaluer sur une échelle de 1 à 5, de «pas du tout» à «tout à fait».
- J'aurais souhaité avoir une mère différente.
 - Je parle de mes problèmes à ma mère.
 - J'aime avoir le point de vue de ma mère sur des choses qui me tracassent.
 - Je suis beaucoup plus dérangé ou fâché que ma mère ne le pense. (C'est la mère qui répond...)
 - Je n'ai pas beaucoup d'aide de la part de ma mère à la maison.
 - Je me sens fâché lorsque je suis avec ma mère. Etc.

Suivent des questions sur l'état personnel de la mère, à savoir si elle a des problèmes d'alcool, de drogue, avec les supérieurs au travail, avec la justice, etc. [...]

Ces questions sont peut-être justifiées, mais si

mon ado ou moi-même avons de telles difficultés, voilà des questions auxquelles je n'aurais certainement pas été à l'aise de répondre, encore moins dans un questionnaire non anonyme. Plusieurs questions sont carrément indiscrettes et ne regardent pas une équipe de recherche.

Malgré toutes les probabilités de respect des protocoles de recherche, je doute beaucoup des résultats de cette étude à cause du type de questionnaire envoyé, bon nombre de parents m'ayant dit l'avoir jeté à la poubelle, ainsi que des résultats obtenus, qui me semblent faire d'emblée une mauvaise réputation à certains pays d'origine.

Des défis différents

Mon enfant est-il susceptible de recevoir toute sa vie durant des questionnaires de toute sorte se rapportant à son vécu d'adopté uniquement parce que les autorités cautionnent des chercheurs de bonne volonté et leur permettent de consulter leurs listes? Notre enfant va-t-il toujours faire l'objet de recherches sans y avoir consenti?

Depuis 1996, j'enseigne le cours «Intervention et adoption internationale à l'UQAM», et tout ce que j'ai lu parle des défis d'attachement que connaissent tous les enfants qui ont été abandonnés. [...] Les enfants qui ont été abandonnés ont, imprimée dans le corps, l'idée voulant qu'un jour, ils n'ont pas été assez aimables pour qu'on les garde. Ils ont tous à vivre avec ce fait, même si certains s'en sortent mieux que d'autres.

Je ne voudrais pas que cette étude soit la bible du Secrétariat à l'adoption internationale, qui l'a déjà maintes fois citée, et souvent mal d'ailleurs, pour justifier des orientations contestables. Les familles ont besoin de suivi en postadoption, de services de toute sorte, etc. Oui, je suis d'accord avec l'étude pour dire que nous sommes des familles «normales», mais nous connaissons des particularités et des défis différents des familles qui vivent avec leurs enfants biologiques.

IDÉES

LE DEVOIR SOUS GÉRARD FILION

Le Devoir aura connu un nouveau souffle sous la direction de Gérard Filion. Outre une opposition sans faille à Maurice Duplessis, d'énormes scandales sont dévoilés. Deux d'entre eux restent, 50 ans plus tard, des affaires marquantes dans l'histoire du Québec: le règne de la pègre et la corruption policière à Montréal, tel que cela a été raconté par Pax Plante dans *Le Devoir* de novembre 1949 à février 1950, et le scandale du gaz naturel que *Le Devoir* révèle le 13 juin 1958 et qui implique le tiers du cabinet Duplessis. En souvenir de Gérard Filion, voici en rappel la manière dont il a lui-même traité, dans ses mémoires et en éditorial, ces dossiers explosifs.

L'affaire Pax Plante

Qui écrira ces histoires abracadabrantes?

GÉRARD FILION

Directeur du Devoir de 1947 à 1958

Extraits de *Fais ce que peux*, En guise de mémoires (Boréal, 1989)

Je prends donc la direction du [Devoir] le 10 avril [1947]. Je ne connais rien au journalisme quotidien. Un hebdomadaire spécialisé comme *La Terre de Chez Nous* [où Gérard Filion a été rédacteur en chef de 1935 à 1947], c'est du bricolage; le métier, c'est dans un quotidien qu'on l'apprend. Je ne connais rien non plus dans l'imprimerie. Il me faudra tout attendre en même temps. [...]

C'est [...] au cours de cette première année que je reçus la visite d'un individu que je connaissais à peine de nom. Un grand efflanqué, bronzé comme un Inuit, lunettes aux larges montures de corne, bouche gourmande, élocution lente et précise. C'est Pacifique Plante, dit Pax, qui dirige l'escouade de la moralité de la police de Montréal. Pax est un camarade de [André] Laurendeau [que Gérard Filion vient de nommer rédacteur en chef] au collège Sainte-Marie. Il a fait des études de droit, est devenu greffier de la Cour municipale, puis est passé au service de la police où il fait la vie dure aux preneurs aux livres (books) clandestins et aux souteneurs.

Il subit, m'explique-t-il, des pressions de plus en plus fortes de son supérieur, le chef Albert Langlois; il a le sentiment que Langlois se fait le porte-parole de membres influents du conseil municipal.

J'écoute Pax Plante me raconter des histoires abracadabrantes: portes de garde-robe cadenassées, tenancières condamnées vingt, trente, quarante fois, grosses madames portant un sac à main rempli de billets verts, qui se promènent ostensiblement dans les couloirs de la Cour municipale comme dans leur jardin. Je me dis en moi-même que le bonhomme exagère. Je me demande ce que je peux bien faire de plus que de donner instruction à notre courriériste municipal d'avoir l'œil ouvert. Mais celui-ci est tout le contraire du journaliste d'enquête. De formation notariale, il note avec une scrupuleuse exactitude ce qu'il voit et entend, mais on ne peut lui en demander davantage.

Il faut écrire!

Le 8 mai 1948, Pax Plante est cavalièrement remercié de ses services. L'affaire paraît définitivement classée, en dépit des protestations de quelques conseillers, notamment Pierre Des Rairs et Paul Dozois.

Durant un an, Pax Plante paraît introuvable, ou du moins il ne fait pas surface. Puis un beau jour de l'été 1949, il rapplique à mon bureau. Cette fois, il se fait plus insistant. Le jeu et la prostitution fleurissent comme jamais à Montréal, grâce à une politique de tolérance appliquée par la direction de la police, avec l'approbation tacite de l'administration. Pax Plante me suggère une série d'articles dans *Le Devoir*, mais comme il se sent incapable de les écrire, il me demande de mettre un journaliste à sa disposition. Des journalistes disponibles au *Devoir*, il n'y en a pas des tas. J'y penserai, que je lui dis.

J'en glissai probablement un mot à Laurendeau, à la suite de quoi il me vint à l'idée que Gérard Pelletier, qui sortait de la grève de l'amiante, pourrait être disponible. Au meilleur de mon souvenir, il fut un bon trois mois à Pelletier pour mettre en ordre les liasses de documents amassés par Pax et rédiger les soixante-deux articles qui parurent dans *Le Devoir* du 28 novembre 1949 au 18 février 1950 sous la rubrique *Montréal sous le règne de la pègre*, que la Ligue d'action nationale publiera en plaquette en 1950.



L'ancien directeur du *Devoir*, Gérard Filion, lors d'un discours au Reine Elizabeth. Derrière lui, en image, monsieur Henri Bourassa, fondateur du journal.

La trouille

Ce que je retiens de l'affaire c'est l'incroyable trouille de Pax Plante. Il se sentait traqué par ceux dont il dénonçait les combines. Il se disait certain d'être abattu un jour; son cadavre serait coulé dans un bloc de béton et immergé dans le Saint-Laurent pour n'en ressortir qu'au Jugement dernier. Il se planquait quelque part dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et c'est là que Pelletier se faisait expliquer tous les trucs de la pègre montréalaise, avec documents à l'appui. Ses craintes n'étaient probablement pas dénuées de fondement, puisqu'au *Devoir* nous eûmes à subir quelques sévices. Une nuit, la grande vitrine de la rue Notre-Dame [où lo-

geait alors *Le Devoir*] vola en éclats et nous eûmes à tolérer durant quelques semaines une sorte d'occupation policière, soit une patrouille en permanence en face de l'immeuble, plus un gendarme à chaque étage. Il va de soi que l'administration municipale voulait éviter par-dessus tout un saccage du journal, ce qui aurait donné une crédibilité certaine à nos dénonciations.

Dans le public, l'effet fut plutôt modéré. Une curiosité passagère, qui se traduisit par une modeste hausse du tirage, pour retomber au niveau précédent. Mais ce qui s'ensuivit eut un impact énorme sur le destin de Montréal. C'est à partir des articles de Pax Plante que commença l'ère Jean Drapeau.

Gérard Filion: innovation et enracinement

JEAN-MARC LÉGER

Journaliste

Il était de ces hommes qui ont horreur des éloges, de «la flatterie», comme il disait. Aussi, la tâche n'est-elle point aisée pour quiconque souhaite aujourd'hui lui rendre un juste hommage, ajouter son témoignage à tous ceux, innombrables, qui lui ont été et lui seront rendus.

Si je devais définir l'homme en quelques mots, je dirais d'abord: vigoureux et rigoureux sur tous les plans, puis soucieux exigeant de la justice sociale et de la solidarité, sentiment très vif du besoin urgent de progrès économique comme condition de l'avancement de son peuple.

Et peut-être, par-dessus tout, la synthèse permanente de l'innovation et de l'enracinement. Loin de se complaire à faire le procès du passé, il avait la fierté de ses origines, de notre histoire collective et il ne confondait pas la nécessaire et parfois urgente évolution avec l'immense braderie à laquelle d'aucuns se plaisaient à se livrer.

Autant le directeur du *Devoir* était exigeant sur tout quant à l'authenticité des faits, la précision de l'information et la qualité de la rédaction, autant l'homme, sur le plan personnel, était agréable, plein d'humour, taquin même, raffolant des «bonnes histoires» et sachant en raconter avec couleur. Il avait su garder d'autre part de ses origines (Cacouna, ile verte), et de son long passage à *La Terre de chez nous*

(journal hebdomadaire et alors influent de l'Union catholique des cultivateurs), le sens du propos direct et de la prise de position claire.

Je l'ai connu pour ma part dès 1948 dans le cadre de la Ligue d'Action nationale (encore active aujourd'hui et continuant de publier sa revue mensuelle, la plus ancienne revue intellectuelle du Canada français, fondée en 1917), jeune recrue avec deux ou trois autres étudiants de l'Université de Montréal, impressionnés par un aéroplane où se retrouvaient notamment, outre Filion, André Laurendeau, Jacques Perrault, Guy Vanier et, surtout, Lionel Groulx, chez qui le groupe tenait souvent ses réunions trimestrielles.

La débrouille!

Un jour de septembre 1956, Filion me téléphone à *La Presse* où j'œuvrais depuis cinq ans et me demande de passer le voir. C'était pour m'offrir d'entrer au *Devoir*, «afin de nous redonner une rubrique internationale, un minimum de nouvelles étrangères» (secteur dont j'étais l'un des responsables à *La Presse*): c'était en effet le désastre ou... le désert depuis près d'un an au *Devoir*.

Et d'ajouter avec sa franchise coutumière: avec les ressources et les moyens du bord! Sage précaution, car les ressources se résumaient en la matière à la seule agence de nouvelles Canadian Press, et encore à ce qu'on appelait alors le «fil français» de la CP, où les nouvelles internationales étaient aussi

minces que la langue était pitoyable. Filion à qui je m'en ouvrais au bout de peu de jours me rétorqua: «Je t'avais prévenu des difficultés... Pas un sou pour le moindre abonnement à une agence quelconque... Débrouille-toi.»

Se débrouiller. C'est ce que je fis avec le précieux, très officieux et éminemment confraternel concours de collègues des autres quotidiens qui me refilaient chaque jour, sous le manteau, force dépêches des grandes agences: AP, AFP, UP, etc. Et je compensais partiellement la relative pauvreté en informations directes, par la multiplication d'interviews avec des personnalités étrangères de passage, puis par une revue hebdomadaire de l'actualité internationale, une page entière le samedi sous le titre «Horizons internationaux». Ce n'est qu'en 1959, avec la progression du tirage et l'amélioration des ressources que le journal put enfin s'abonner à l'AFP, AP, etc.

J'ajouterai encore ceci qui confirme le sens de l'ouverture et du dialogue chez Filion. Je lui proposai un jour, dans le souci de favoriser le climat de confiance entre l'équipe de direction et «la salle» (12 à 15 journalistes, à tout casser), de créer un comité informel de six-sept personnes, trois de «l'éditorial», quatre de la salle de rédaction, avec une réunion hebdomadaire d'une heure ou deux. Dès le lendemain, il me marquait son accord. Et cela allait durer jusqu'à son départ.

Voilà quelques souvenirs que je garde de ce très grand journaliste et à certains égards grand politique que fut Gérard Filion.

Éditorial sur le scandale du gaz naturel

L'aboutissement naturel d'un système

GÉRARD FILION

28 juin 1958

Les ministres de M. Duplessis n'ont pas, comme le premier ministre l'a affirmé et comme certaines personnes distraites le croient, acheté des titres de la *Corporation de gaz naturel* dans le cours ordinaire des transactions boursières. Même si cela était, le geste serait dangereux et répréhensible. Mais leur cas est beaucoup plus grave.

C'est au moment même du lancement de la *Corporation de gaz naturel* que les ministres, à une ou deux exceptions peut-être, ont acheté des titres. Qu'on se réfère à la nouvelle que nous publions en première page. On trouve dans le livre des obligataires le nom de MM. Onésime Gagnon et Paul Dozois, inscrits le 2 mai 1957, ceux de MM. Johnny Bourque et Jacques Miquelon, le 8 mai; M. Daniel Johnson, plus expéditif, est déjà inscrit dans les registres le 30 avril. Comme les titres ont été mis sur le marché le 25 avril, le décalage des dates indique, d'après les gens au fait de la question, le temps qu'il faut généralement pour qu'un nouvel actionnaire ou obligataire soit inscrit chez le fiduciaire.

Mais il y a davantage. L'émission officielle se fit le 25 avril, mais les commandes affluèrent chez les courtiers bien avant cette date. Dès la fin de mars, le public était alerté et les acheteurs pressaient les courtiers de les faire participer au coup de Bourse qui se préparait.

Les mieux informés étaient évidemment les ministres, puisqu'ils avaient adopté le 7 mars précédent un arrêté ministériel, portant le N° 203, auquel était attaché le projet de contrat entre *Hydro-Québec* et la *Corporation*. Ils étaient donc eux pleinement au courant de ce qui s'en venait, et c'est avec leurs informations de ministres de la Couronne qu'ils jugèrent à propos de faire une spéculation intéressante.

Quand nous affirmons que les ministres se sont vendus à eux-mêmes une marchandise appartenant au public, nous n'exagérons rien. Comme membres du cabinet, ils étaient au courant depuis deux ans des tractations entre la province et la *Corporation de gaz naturel*; d'une façon plus immédiate, ils connaissaient depuis le 7 mars 1957 la teneur des contrats entre les deux parties. Forts de cette connaissance, ils sont parmi les premiers souscripteurs aux titres de la *Corporation de gaz naturel*. Combien en ont-ils acheté? Nous n'en savons rien. Combien de ministres sont impliqués dans l'affaire? Nous en connaissons huit seulement. Mais nous avons des témoignages sûrs à l'effet qu'au moins une demi-douzaine d'autres en auraient fait autant. Les plus finauds ne s'y sont d'ailleurs pas fait prendre. Ils ont joué sur marge, laissant les titres au nom du courtier; ils ont empoché un profit de capital, puis se sont retirés sans laisser de traces dans les documents officiels. Au fond, les huit qui sont impliqués dans l'affaire ne sont que des amateurs. Les professionnels ont porté des gants pour éviter de laisser leurs empreintes digitales. Seule une enquête royale ayant autorité pour forcer les courtiers à révéler leurs transactions mesurerait l'ampleur de l'opération de concussion qui s'est faite au printemps 1957.

Beaucoup de gens s'interrogent et ne comprennent pas comment des vieux routiers de la politique sont arrivés à se laisser prendre aussi stupidement. Il n'y a qu'une explication: pour eux, c'était une affaire normale.

La concussion a existé à toutes les époques et sous tous les régimes. Elle est inhérente à la nature humaine. Ce qui lui donne un accent particulier sous le gouvernement de M. Duplessis, c'est qu'elle est érigée à l'état de système de gouvernement. Le premier ministre a déjà déclaré: Quand on a un petit pain, on le partage entre ses hommes. Il a déjà dit aux gens de Verchères: Si vous voulez des routes, votez pour l'Union nationale et aux gens de Shawinigan: si vous voulez un pont neuf, vous nous le ferez savoir par la manière dont vous voterez.

Le petit pain de l'Union nationale grossit d'année en année. Il est aujourd'hui de l'ordre d'un demi-milliard, soit le budget annuel de la province. Chaque montant est dépensé en fonction du rendement électoral. Les amis sont bien servis; les adversaires se serrent la ceinture. Un tel régime de favoritisme et de concussion est appelé à finir dans un immense scandale. C'est ce qui arrive aujourd'hui.

Le peuple sait depuis longtemps que l'administration de l'Union nationale est pourrie, parce que chacun a eu connaissance dans son milieu propre de petits et de moyens scandales. Cette habitude, je serais tenté d'écrire cet entraînement, rend plausibles les pires monstruosité. LE DEVOIR aurait écrit, il y a dix ans, les mêmes choses qu'il n'aurait pas été cru. Aujourd'hui les gens ont tellement vu de salétés de toutes sortes dans leurs propres milieux qu'il existe dans l'opinion publique un préjugé défavorable aux hommes qui dirigent les destinées du Québec.

M. Duplessis se drape dans son intégrité et insiste sur le fait que personnellement il n'a pas trempé dans l'affaire. Il y a tellement de ses proches à figurer dans la transaction qu'on est fondé à poser au moins quelques interrogations. Mais quoi qu'il en soit, le premier ministre garde toute la responsabilité politique du scandale qui vient d'éclater. Il ne peut en renier la paternité parce qu'il a posé lui-même et à plusieurs reprises les prémices des actes dont ses ministres se sont rendus coupables.

Ce n'est pas en expulsant les journalistes de ses conférences de presse, ni en essayant de faire chanter les journaux par des menaces de poursuites qu'il blanchira sa réputation. C'est devant le peuple de la province qu'il devra s'expliquer; le plus tôt sera le mieux.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commiss internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), (Ottawa), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires à la rédaction); Marilyse Hamelin, Alexandre Shields (commiss); La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Desrosiers, Serge Lapointe (Québec), Rachel Rochefort (Québec), Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

SÉISME

SUITE DE LA PAGE 1

possibles habitants à fuir leurs maisons à la recherche d'un abri dans les mosquées qui ont souvent été les rares bâtiments à ne pas avoir été trop durement touchés le 26 décembre. Les nerfs des habitants d'Aceh n'ont connu aucune relâche depuis le séisme du lendemain de Noël, sans cesse rappelé à leurs cauchemars par des dizaines de répliques.

En Thaïlande, des milliers de personnes se sont réfugiées dans les hauteurs après une alerte lancée dans les provinces méridionales déjà touchées le 26 décembre, dont Phuket et Phang Nga.

À Patong, dans la ville touristique de Phuket, les départs se sont effectués pare-choc contre pare-

choc. Des habitants ont été filmés par les télévisions empilant leurs biens dans des camionnettes avant de quitter les zones côtières, tandis que des commerçants fermaient avec précaution leurs boutiques dans la crainte de pillages.

Des pêcheurs ont pris la mer dans l'espoir d'avoir de meilleures chances de sauver leur bateau si des murs de vague s'abattaient de nouveau sur les côtes. Dans les hôpitaux du Sud, des personnels soignants ont été rappelés à titre de précaution.

Au Sri Lanka, où plus de 30 000 personnes sont mortes le 26 décembre, des habitants se sont précipités dans des temples ou des églises tandis que la police faisait du porte-à-porte pour appeler la population à se réfugier dans les hauteurs.

Dans la ville indienne de Nagapattinam (Tamil Nadu, sud), qui a enregistré le plus de morts et disparus dans le raz-de-marée du 26 décembre (6000), un responsable de la Croix-Rouge a raconté que la population courait pour fuir les côtes.

New Delhi a déclenché une alerte pour l'ensemble de la côte sud, tandis qu'au moins une secousse a été ressentie dans les archipels des Andamans (sud-est). L'alerte indique qu'il y a une fenêtre de «six à huit heures» avant que le raz-de-marée puisse atteindre la côte.

Plus de quatre heures après le séisme, aucun signe de raz-de-marée n'avait été noté.

Agence France-Presse, Reuters
et Associated Press

GUTIÉRREZ

SUITE DE LA PAGE 1

dernières années coqueluche latino-américaine de la critique littéraire étrangère. L'homme est âgé de 56 ans et habite comme au sommet d'une tour. Il écrit dans un petit coin de sa chambre, assis à côté d'une fenêtre, à la main dans des cahiers dans une graphie minuscule, ce qui contredit sa gueule de boxeur, avant de tout transcrire sur une vieille machine à écrire.

Étrange posture que celle de cet écrivain pratiquant son art dans une société cubaine tissée de discours croisés — de discours qui sont, à l'œil nu, inextricables. Posture étrange qui est celle aussi de nombre de Cubains. Ni dissident anticastriste ni chantre du régime. Il serait exilé à Paris ou Madrid, comme tant d'autres de ses compatriotes, qu'il en aurait peut-être moins d'attrait.

L'intérêt, disons sociologique, est justement que cet ancien journaliste en vue des médias cubains reste là, à produire, sans se faire embêter par le régime, des romans d'un *trash* explicite, bourrés de sexe et de violence, explorant un monde grouillant de pauvreté et de marginalité, aux antipodes de l'éloge d'une «Révolution en marche» qui, au nom de la résistance à l'agresseur américain, s'accommode généralement bien mal de la diversité des points de vue. Il écrit, des hauteurs d'un immeuble décati, des romans qui fouillent, littéralement, dans la merde de la réalité. «*A Cuba, les écrivains, dès qu'ils écrivent des choses très fortes, partent tout de suite pour Miami ou Madrid.*» Lui, non. «*Matériellement, j'arriverais à très bien vivre en exil. Spirituellement, ce serait un suicide.*»

L'écheveau n'est pas indébrouillable; il suffit de savoir que ses ouvrages sont librement traduits et distribués dans une vingtaine de pays, du Brésil à la Finlande en passant par le Québec, mais que les autorités cubaines ont systématiquement refusé, sauf pour certaines poésies, de le publier dans l'île. Le sort de l'opposition politique intérieure à Fidel Castro n'est guère différent: personne au dedans, quelqu'un au dehors.

Jouer le jeu

En entrevue, fin mars, Gutiérrez ne s'engage pas sur ce terrain. «*Quand on me demande ce qui va se passer à Cuba à la mort de Fidel, je ne réponds pas.*» On lui demande avec prudence: n'avez-vous pas l'impression d'être quelque chose comme une façade utilisée par l'État pour projeter l'impression que la liberté d'expression s'épanouit à Cuba sans problème? «*Je ne crois pas*», affirme-t-il sans entrer dans les détails. Pour le Juan Pedro Gutiérrez qui gagne sa vie en écrivant des romans, il y a une liberté essentielle, et elle est littéraire. Pour se prémunir, il s'agit apparemment de respecter à la lettre le tabou du politique.

Ses éditeurs l'ont sacré «*Bukowski caribéen*» et «*Henry Miller de La Havane*», et les critiques analysent la baise qui écumait ses romans comme le cri de liberté d'un peuple qui n'a que celle-là. Albin Michel, son éditeur français, présente sa dernière fiction, *Le Roi de La Havane*, comme «*une des grandes expériences de la littérature latino-américaine contemporaine*» en résumant ainsi: «*Il évoque le destin protéiforme de sa population la plus pauvre et marginale: mendicants, prostituées, travestis, vendeurs ambulants, ivrognes, crève-la-faim... âmes perdues à la lisière de la mort, faune terrible et apocalyptique.*»

Exemple, page 249: «*C'était comme ça qu'il aimait, bien puant. Elle s'est penchée sur sa queue. Un soixante-neuf. Ils ne s'étaient pas lavés depuis des jours. Deux porcs, ils étaient. Ils se désiraient comme des animaux. Et se sont lancés dans l'une de leurs baises démentes.*» D'un roman précédent, *Animal Tropical*, le mensuel espagnol *Qué Leer* s'était exclamé: «*Un livre en état d'érection!*»

L'écrivain joue le jeu, c'est évident. Une photo de lui, posant nu, dans le magazine *Der Spiegel*, qu'il avait accepté de faire après avoir vidé une bouteille de Ron avec l'intervieweur, lui a valu des offres de publication instantanées de la part d'éditeurs allemands. Mais il révoque la comparaison avec Bukowski: «*Je n'ai rien à voir avec lui. Il était dépressif, alcoolique, n'a pas fait l'amour pendant des années. Moi, je le fais tous les jours, parfois deux fois par jour.*» Vantard!

Pour autant, il y a un décalage entre l'image qu'il projette et l'intellectuel qui, en face-à-face, parle de la littérature comme quelque chose de sacré. Dit autrement, l'impression de dur-à-cuire que donnent ses photos de presse n'est pas en phase avec cet écrivain qui se réclame de Dostoïevski: «*Il a fait son travail littéraire dans des conditions horribles en Russie sous le tsarisme, mais sans tomber dans le pamphlet politique.*»

Gutiérrez ne cherche pas à faire autrement, qui défend à Cuba la valeur «*anthropologique, journalistique, sociologique*» de ses romans et de ses poèmes. «*La pauvreté extrême, comme piège et cercle vicieux, est une constante dans ma littérature. Comme une obsession.*» Aussi, dit-il, le sexe n'est pas pour ses personnages un geste de libération, comme certains l'analysent, il traduit plus fondamentalement le désir de s'enfuir et d'oublier: «*Il est une échappatoire qui tourne à l'obsession, une toxicomanie comme peut l'être l'alcool, pour oublier tous les problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre.*»

La frontière du silence

Vingt-six ans de journalisme ne l'ont pas épargné. Au milieu des années 80, il est envoyé à Moscou faire un reportage très officiel sur les cosmonautes russes. Dans d'autres circonstances, il écrira sur des sujets tabous comme le suicide et la prostitution. Tantôt bon, tantôt mauvais garçon. «*Quand j'étais journaliste, j'ai tenté de repousser ce que j'appelle la frontière du silence. Je le fais maintenant comme écrivain.*» Il cultive la sagacité, dit-il, que procure le journalisme. «*Va marcher dans les rues autour d'ici et tu verras que le scénario du Roi de La Havane, je l'ai peu inventé. C'est à se demander parfois si je fais du reportage ou du roman.*» Sa carrière journalistique prend fin lorsque, rentrant de trois mois en tournée de promotion en Europe en 1998, il est remercié de la revue *Bohemia*.

Il a soumis son *Roi de La Havane* pour publication à Cuba. «*Un fonctionnaire m'a dit: "C'est ton meilleur livre, je l'ai lu trois fois, mais je ne crois pas que ce soit le moment de publier pareil portrait de La Havane." J'ai objecté que c'était faire une lecture très politique du roman, alors que c'est l'histoire d'un jeune désœuvré qui pourrait tout aussi bien se dérouler au Brésil ou au Mexique.*» Parmi ses romans, il n'y a qu'*Animal Tropical* qui ait fait l'objet d'une édition dans l'île, «*mais à très petit tirage*», souligne-t-il, et je ne l'ai pas vu dans les librairies». Ce qui n'a pas empêché, étrangement, la *Gaceta de Cuba*, publiée six fois l'an par l'Union des écrivains et artistes de Cuba (UEAC), de lui consacrer l'année dernière une très longue entrevue.

Encore que, sous le manteau, raconte-t-il, quelques centaines d'exemplaires circulent, relayés par les éditeurs et les ambassades. Une jeune Cubaine s'est présentée chez lui un jour pour lui demander d'autographe un exemplaire tout usé de l'un de ses romans. «*J'ai échangé sept Isabel Allende contre l'un des vôtres*», lui a-t-elle dit. Il laisse échapper, un peu coupable, que ça lui a fait drôlement plaisir. Sa fille (il a quatre enfants) s'était déjà montrée moins enthousiaste au sujet de sa prose: «*J'aime tes livres, mais j'aurais préféré que quelqu'un d'autre les ait écrits.*»

Le Devoir

Le Devoir

DIALOGUE

SUITE DE LA PAGE 1

minimalement, le seul fait qu'il puisse y avoir cette annonce [hier] témoigne d'une volonté de part et d'autre de régler le conflit.»

Les rencontres se tiendront donc cette semaine, mais la FEUQ n'a pas voulu dévoiler quand exactement. Car les parties ont aussi convenu — dans un geste qui annonce généralement l'intention de négocier réellement — de ne plus utiliser l'espace public pour faire passer leur message. Dorénavant, et jusqu'à nouvel ordre, les discussions se tiendront loin des caméras et des micros. «*Nous ne voulons pas dévoiler la teneur de ces discussions*», confirme Pier-André Bouchard. Si on peut avoir des résultats sans que tout le monde soit au courant pendant qu'on discute et que ça peut être positif, alors tant mieux. Nos assemblées générales trancheront ensuite pour juger les résultats.»

Ainsi, la FEUQ n'a pas précisé sur quelles bases reprendraient les discussions. «*Une chose est sûre: les 103 millions sont non négociables*», a toutefois répété M. Bouchard, en rappelant la principale revendication des étudiants en grève, soit le réinvestissement sous forme de bourses de cette somme transformée en prêts lors du budget d'avril 2004.

Jedui, les dernières tentatives de la FEUQ et de la FEUC pour trouver un terrain d'entente avec Québec avaient échoué. Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier a alors rejeté leur «*contre-proposition*» demandant que les bourses soient récupérées à même les promesses de baisses d'impôt du gouvernement Charest. La dernière proposition gouvernementale impliquait un programme de remise de dette échelonnée sur cinq ans, allant de 41,5 millions l'an prochain à 95,5 millions.

Hier, le cabinet du ministre n'a pas fait de commentaires, en raison du congé pascal. Mais selon Pier-André Bouchard, deux facteurs expliqueraient la décision du gouvernement d'accélérer les pourparlers. «*On imagine qu'ils ont une marge de manœuvre qu'ils n'avaient pas auparavant, avec les 30 millions de dollars supplémentaires qui viendront du programme canadien de prêts étudiants* [à la suite de la bonification du régime décidée dans le budget Goodale]. Aussi, il semble que la date du 1^{er} avril soit butoir pour le gouvernement», croit M. Bouchard. Car après un mois de grève, plusieurs institutions (surtout collégiales) atteindront bientôt un seuil critique pour sauver le trimestre actuel.

La CASSEE toujours active

Pour sa part, exclue des discussions avec le gouvernement parce que ses dirigeants ont refusé de condamner des actes que le ministre Fournier a jugés violents, la CASSEE a dévoilé hier, au terme d'un congrès tenu à Montréal, son plan d'action pour la semaine à venir, plan qui indique qu'elle n'entend pas être mise de côté dans cette grève.

Le programme comprend rassemblements, occupations et action de solidarité envers les assistés sociaux (la FEUQ et la FEUC organisent de leur côté un grand rassemblement mercredi). «*On appelle les gens à perturber l'économie, à perturber l'ordre social*», a lancé Mathieu Cousineau-DeGarde, un porte-parole de la CASSEE.

Selon la coalition, qui représente environ le tiers des grévistes, c'est maintenant «*tout le gouvernement Charest et ses politiques antisociales qui sont sur la sellette*» après un mois de grève. Les militants ont ainsi voté pour que les assemblées générales prennent position afin d'exiger la démission du premier ministre Jean Charest. Ils ont aussi suggéré au ministre Fournier d'aller chercher l'argent manquant du programme de bourses en mettant «*fin aux crédits d'impôt des entreprises prospères*» et en réduisant l'évasion fiscale.

«*Le gouvernement n'a pas un chèque en blanc pour massacrer l'ensemble des programmes sociaux et le droit à l'éducation*», estime Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSEE [...]. Toutes les grèves étudiantes se font sur des revendications complètes, et aussi sur des perspectives d'avenir. C'est ce qu'on désire amener aujourd'hui» en élargissant les revendications aux domaines économique et social, a-t-il dit.

Mais pour Pier-André Bouchard, la grève actuelle n'est pas le lieu pour ce type de débat. «*Ça risque de diluer le consensus. Nous sommes ouverts à discuter de notre vision de l'éducation, mais on ne fait pas la grève pour ça actuellement. Nous la faisons pour récupérer 103 millions.*»

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Ceux qui s'y risqueront se feront montrer la sortie par Maurice Duplessis lui-même qui ne s'embarrasse pas du concept de liberté d'expression. L'un de ces journalistes, Guy Lamarche, se fera d'ailleurs expulser par un policier à la demande du premier ministre.

«*Le Devoir jouait un rôle indispensable quand il combattait le régime Duplessis. C'était la bagarre constante avec lui*», indique Michel Roy, ex-journaliste du Devoir. Vous noterez chez Filion une aptitude à écrire avec une grande clarté, avec une précision et une objectivité parfaites. Gérard Filion n'était pas du genre à s'éterniser dans la salle de rédaction ou à dicter ses opinions à son personnel, confie M. Roy. «*Et ce n'était pas l'homme des tapes dans le dos*», dit-il. Mais l'une de ses plus grandes contributions au Devoir, ajoute M. Roy, c'est d'avoir donné au journal cette «*capacité à résister à la faiblesse inhérente d'un journal pauvre, son aptitude à rechercher et à obtenir des fonds*». En 1953, lorsque le journal Le Canada ferme ses portes, Gérard Filion saute sur l'occasion pour transformer le Devoir, de publication de l'après-midi qu'il était, en un quotidien du matin. Cette manœuvre fait bondir le tirage du journal.

C'est aussi sous la gouverne de Filion que Le Devoir publie, avec la participation de Pacifique Plante, une série d'articles sur la prostitution et le jeu, des activités florissantes à Montréal. Puis, en 1958, éclate dans les pages du Devoir le scandale de la Corporation de Gaz naturel qui éclabousse plusieurs ministres du cabinet Duplessis.

Jean-Marc Léger, ex-journaliste aux actualités internationales, se souvient d'un homme très exigeant, mais souligne que Gérard Filion était aussi reconnu pour son côté blagueur et son humour. Mais surtout, dit-il, Gérard Filion a profondément transformé Le Devoir. «*Trouvant que Le Devoir était devenu un peu conservateur avec les années et souhaitait secouer le cocotier, il estimait que le journal devait non seulement être à l'écoute de la société nouvelle, mais aussi pouvoir être un moteur de l'évolution*», explique-t-il.

Lorsqu'il quittera Le Devoir en 1963, Gérard Filion

FILION

deviendra directeur général de la Société générale de financement. Il occupera ensuite les fonctions de commissaire, puis de président, de la commission scolaire de Saint-Bruno-de-Montarville. Là encore, il fera sa marque en développant des projets pédagogiques qui ouvriront la voie, à terme, à l'établissement d'un réseau secondaire public. De 1960 à 1968, il fut maire de la municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville, son lieu de résidence.

Commission Parent

Au début des années 60, le sociologue Guy Rocher a siégé avec M. Filion au sein de la commission Parent dont les travaux devaient mener à la création du ministère de l'Éducation. Il rappelle que l'aide de M. Filion avait été fort précieuse. «*Ce n'était pas le conciliateur par excellence, il prenait position. Mais il prenait position de telle manière qu'il réussissait à nous rallier*», relate M. Rocher.

Même s'il a maintes fois été sollicité pour sauter dans l'arène politique, Gérard Filion n'a jamais succombé aux «*sirènes de la politique*». Paul Gérin-Lajoie, premier titulaire du ministère de l'Éducation, se demande d'ailleurs si Gérard Filion y aurait connu du succès. «*Je crois qu'avec son tempérament un peu cassant et tranché il aurait eu de la difficulté à s'adapter au monde politique où on doit nécessairement faire des compromis et mettre de l'eau dans son vin*», indique-t-il.

Fils de cultivateur né à L'Isle-Verte en 1909, Gérard Filion était le cadet d'une famille de 17 enfants. En 1934, il avait obtenu sa licence en sciences commerciales avant de devenir rédacteur de la *Terre de chez nous*, puis secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs, rebaptisée aujourd'hui Union des producteurs agricoles (UPA).

Gérard Filion, qui avait épousé Françoise Servière (aujourd'hui décédée), a eu neuf enfants, quatorze petits-enfants et trois arrière-petits-enfants. Ses funérailles auront lieu demain à 11h à l'église de Saint-Bruno-de-Montarville.

Le Devoir

TÉMOIN

SUITE DE LA PAGE 1

du Devoir godâtera à la médecine du premier ministre. En juin 1958, en plein scandale du gaz naturel, un autre journaliste, Guy Lamarche, est expulsé d'une conférence de presse, par la police provinciale s'il vous plaît. «*Je n'ai jamais détesté Duplessis*», explique aujourd'hui M. Filion. Il était une tête de Turc. Sans Duplessis, j'aurais été un journaliste ordinaire. C'est lui qui m'a fait...»

À l'époque, le duplessisme n'en a plus pour longtemps. Le «*cheuf*» meurt en 1959 et, l'année suivante, les libéraux de Jean Lesage s'installent au pouvoir. La Révolution tranquille s'amorce, un bouleversement dont personne n'aurait pu imaginer l'ampleur, estime Gérard Filion. «*Nous avions traversé une période de très grand conservatisme. On savait bien qu'avec la disparition de Duplessis il y aurait des changements, mais pas aussi profonds et pas aussi irréversibles que ceux qu'on a connus.*»

«*Après 1960, on s'est imaginé que tout était possible et que tout devait être fait le plus vite possible. On a rarement vu des transformations aussi rapides dans n'importe quelle société dans le monde. On a tout essayé, dans les domaines économique, social, intellectuel*», dit M. Filion, qui a d'ailleurs participé activement à l'entreprise en quittant Le Devoir pour la Société générale de financement, en 1963. Lui qui était arrivé presque malgré lui à la tête du journal au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale avait vu sous son règne, marqué par la disparition d'un autre quotidien, Le Canada, en 1953, le tirage du Devoir passer de 18 000 à 42 000 exemplaires.

C'est du reste l'une des conséquences de la Révolution tranquille que Gérard Filion place au premier rang des événements du XX^e siècle en politique québécoise: la création du Parti québécois. «*C'était quelque chose de tout à fait nouveau. Dans les années 1960 arrive cette poussée de fièvre avec le PQ qui change complètement la donne au Québec et au Canada.*»

«*Après, note-t-il, on avait deux vieux partis: les libéraux et l'Union nationale, conventionnels, traditionnels. Auparavant, vous étiez bleu ou rouge, maintenant vous êtes Québec ou Canada. C'est désormais le choix qu'il faut faire quand on va voter: rester Canadiens ou devenir indépendants. On avait assisté par le passé à de petites poussées de fièvre, incarnées dans le Bloc populaire par exemple, mais ça n'avait pas duré. Le PQ, lui, a mis dix ans à peine à provoquer la mort de l'Union nationale, et sa présence conditionne le débat politique partout au pays depuis 30 ans.*»

Un débat dont M. Filion ne voit pas l'issue. «*Ça fait longtemps que ça dure, et ça va continuer encore longtemps. Le Québec deviendra-t-il un jour indépendant? On ne sait jamais. L'opinion a de ces sautes d'humeur et a souvent des réactions sentimentales plutôt que raisonnables.*»

«*Mais la question fondamentale dans ce dossier est de savoir comment réagirait le Canada. Il se retrouverait coupé en deux et devrait se résigner à disparaître. Il y a combien de pays dans le monde qui sont coupés en deux? Aucun. Il y a eu le Pakistan et le Bangladesh, il y a eu l'Allemagne avec le corridor polonais, et on a vu ce que ça a donné. C'est déjà un indice que ça ne pourrait pas fonctionner facilement.*»

«*Mon appréhension, souligne-t-il, c'est que, quelle que soit la volonté du Québec, le Canada ne pourrait jamais, s'il tient à rester un pays, lui permettre de s'en aller.*»

Le succès de Bombardier

En économie aussi, Gérard Filion voit dans l'annonce de la Révolution tranquille un passage incontournable. «*1960, dit-il, a marqué un tournant dans la vie des Canadiens français.*» Dans les années précédentes, Le Devoir s'était résolument prononcé en faveur d'une intervention de l'État dans l'économie «*parce qu'on*

Le Devoir

Le Devoir